

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N°131

7 NOVEMBRE 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 75864 PARIS CEDEX 18

2,00 F

MALGRE LES MENACES DE CHIRAC

LES TRAVAILLEURS

IMPOSERONT

LES 1700 FRANCS

PAR MOIS



**SOUTIEN AUX
GREVISTES DES PTT**

Le matin, à l'appel du PCR (ml), plusieurs milliers de personnes manifestent de la Bastille au Père Lachaise.

PARIS :

Plus de 7000 participants

au Rassemblement Communiste

du 3 Novembre à la Mutualité



éditorial MALGRE LES MENACES DE CHIRAC LES TRAVAILLEURS IMPOSERONT LES 1700 F PAR MOIS

Au moment où les ouvriers de Faulquemont réaffirment leur combativité en occupant la station de pompage de leur mine, au moment où les ouvriers de Néogravure occupent massivement leurs usines menacées de liquidation judiciaire, le mouvement des postiers se poursuit, déjouant les calculs de la bourgeoisie qui espérait que son intransigence et sa campagne d'intoxication affaiblirait le mouvement au lendemain du week-end prolongé de la Toussaint.

Pour tenter de briser ces mouvements de lutte, la bourgeoisie a joué une politique à double face: - Faire des concessions sans commune mesure avec les revendications déposées: les accords sur le chômage, accords «révolutionnaires» d'après Giscard d'Estaing, n'ont pas empêché les travailleurs de Néogravure d'occuper leur usine pour obtenir le maintien de l'emploi et le non-démantèlement de leur entreprise.

CFDT c'est jusqu'à présent la lettre de Séguy à Giscard, Ceyrac et Chirac réclamant l'ouverture de négociations. Négocier, mais sur quelle base? Pourquoi lors de la manifestation de mardi à la Bastille, ni le représentant de la CGT, ni celui de la CFDT n'ont avancé le mot d'ordre qui est le mot d'ordre central des postiers, et qui peut être celui de toute la fonction publique et au-delà; pourquoi ce mot d'ordre apparaît-il ou disparaît-il des tracts émanant des fédérations suivant les jours, le centre où il est distribué...? Négocier, mais pourquoi ne pas prendre une attitude claire et nette aujourd'hui sur la question de l'extension du conflit? Pourquoi alors que cette extension se dessine nettement, alors que les travailleurs des secteurs qui ne sont pas encore en grève aspirent à cette extension, pourquoi ne pas prendre une position claire et précise qui favoriserait cette extension? Or aujourd'hui, rien de tel n'est impulsé par les confédérations, au contraire:

- lorsqu'au Centre de Tri d'Austerlitz par exemple, les travailleurs proposent de faire des délégations aux cheminots pour discuter de l'extension de la grève, ils se sont fait violemment rappeler à l'ordre par le délégué révisionniste. - La journée des hôpitaux, à laquelle les travailleurs aspirent à seulement être programmée par les syndicats le 13 novembre alors qu'il serait parfaitement possible de la déclencher aujourd'hui? - La grève des cheminots est encore une fois une grève tourmente, pour empêcher que massivement les cheminots se retrouvent tous en grève et qu'elle tourne comme aux PTT à la grève illimitée. Il faut aussi noter que la plateforme défendue par les confédérations à la SNCF tait les 1700 F, leur substituant le mot d'ordre confédéral de 1500 F.

Dans cette série d'interventions, le gouvernement tente de casser les grèves, d'empêcher l'extension du conflit, d'isoler les grévistes du reste de la population. Le facteur nouveau, c'est l'amplification de la campagne de dénigrement de l'action des postiers, «au détriment du public» soit disant, et les menaces ouvertes proférées par Chirac à son encontre.

des syndicats qui concourent en fait à limiter l'extension du conflit, à escamoter le mot d'ordre de 1700 F qui peut être le mot d'ordre central de la lutte, rassemblant et unissant autour de lui massivement les travailleurs. Les tâches pour le mouvement apparaissent ainsi clairement: - Briser la campagne de dénigrement systématique entretenue par le gouvernement, qui, se souciant subitement des usagers, s'attache aujourd'hui à les dresser contre les grévistes sur une campagne de presse bien orchestrée. Il faut intervenir sur les marchés, à la porte des autres entreprises, par délégation ou d'autres moyens afin de faire connaître à tous les travailleurs que la lutte des postiers, leurs revendications sont la lutte et les revendications de tous les travailleurs. - Multiplier les initiatives pour élargir la grève aujourd'hui. Cela concerne les autres travailleurs du secteur public et entre autres ceux du secteur santé qui sont aujourd'hui prêts à partir en grève.

1700 F TOUT DE SUITE C'EST NECESSAIRE, C'EST POSSIBLE! Yvon CHEVET, le 5/11/74.

France-Soir dernière heure MARDI 5 NOVEMBRE 1974... GRÈVES: LA SEMAINE QUI VOUS ATTEND... S.N.C.F. P.T.T. EDF - GDF TELEVISION

les chèques postaux entrent dans la lutte

Les travailleuses et travailleurs des Chèques Postaux ont rejoint la grève de leurs camarades depuis une dizaine de jours et restent déterminés dans la lutte. Après l'Assemblée Générale de Lundi où elles ont voté unanimement pour la poursuite de la grève, les travailleuses, par petits groupes, discutent avec passion de la poursuite du mouvement.

FR: «Est-ce que l'automatisation allège votre travail?» - «Pas du tout, on a toujours autant de travail, même plus. Avant, dans une vacation de 8 h, on avait 30 mn de pause au bout de 4 heures, normalement, la pause n'était que de 20 mn, mais depuis longtemps on avait une tolérance pour 30mn. Depuis un mois, on n'a plus que 20 mn, juste le temps d'aller prendre un café à la cafétéria.»

FR: «Comment sont prévus les licenciements?» - «On n'en sait rien, c'est inadmissible, on nous met au courant de rien, on veut nous placer devant le fait accompli, c'est inadmissible! Théoriquement, il y aura des reclassements, mais par mutation d'office dans les PTT, on ne tiendra pas compte des cas personnels.»



austerlitz

par des syndicats pour aller voir les cheminots; les révisionnistes ont tout fait pour essayer de démolir cette intervention en disant que les cheminots étaient «assez grands pour savoir ce qu'ils faisaient», que s'ils y allaient, ils «risquaient de se faire mal accueillir», intervention qui a suscité des remous tant elle est étrangère à la solidarité ouvrière. Certains grévistes, dont des jeunes ayant récemment adhéré au P.C.F. se posent des questions sur ce va et vient de la direction révisionniste, d'autant que malgré 10 jours de négociations, les directions syndicales se sont soumises au préalable du gouvernement qui exigeait que l'on discute de tout sauf des salaires; tout en disant aux syndicats qu'ils avaient posé le problème devant le ministre. Or, quand on compare ce compte-rendu des débats avec le relevé des discussions que proposait FO, on se rend compte que les directions syndicales, contrairement à ce qu'elles ont affirmé aux grévistes n'ont fait jusqu'à ce début de semaine que discuter sur la base des propositions FO et non sur la base de la plateforme des postiers.

travail moins rapide, mais ce n'est pas ce qui se passe. Avec l'automatisation on devient des esclaves des machines. Au lieu d'être à son service, la machine chasse l'ouvrier.»

FR: «Combien d'heures faites-vous par semaine?» - «Les termina font 36 heures, les autres services 37h15. Nous travaillons 6 jours une semaine et 5 jours la semaine suivante. C'est un travail répétitif et de plus en plus parcellisé. On fait la même chose toute la journée: appuyer sur les mêmes touches, ou faire des calculs semblables, ou coller des enveloppes. C'est comparable au travail d'un ouvrier sur une chaîne; nerveusement, c'est épuisant. Après la journée de travail, on n'a plus envie de lire...»

FR: «Est-ce que la grève est bien suivie?» - «Oui, elle s'est même renforcée par rapport au premier jour, mais certains hésitent à continuer. Il y en a qui hésitent à se lancer dans une grève longue, parce qu'elles ont des traitez à payer. Mais qui n'en a pas aujourd'hui? Il n'est pas possible de se maubler sans faire de crédit, alors la grève, ça nous impose des sacrifices, mais si on veut garder notre emploi, il faut absolument qu'on continue la grève.» - «On est écœuré par ce que racontent les journaux et la télévision, c'est fait pour nous décourager. Toutes ces informations erronées sur notre condition de travail et sur nos salaires, c'est fait pour dresser les gens contre nous. Alors, autour de nous, nous expliquons pourquoi nous sommes en grève, nous combattons les scandaleuses informations de la télévision qui est contre nous.»

FR: «Est-ce que vous n'avez pas des revendications sur les mutations?» - «Si nous venons presque toutes du Midi, de Bretagne, et maintenant des Antilles... Réunion... travailler aux PTT, ça n'intéresse pas les Parisiens, c'est trop mal payé.» - «Certaines viennent travailler tous les jours d'Orléans, Chartres ou Dreux, elles font plus de deux heures de voyage tous les jours.» - «On voudrait être mutées dans notre région d'origine, mais on ne nous demande pas notre avis, on sera mutée en banlieue.» - «En province, ils embauchent des auxiliaires, ça leur coûte moins cher que de prendre des titulaires.»

que la solution n'est pas au Parlement mais dans leur détermination et dans la liaison avec la classe ouvrière.

correspondant Austerlitz.

FR: «Comment sont prévus les licenciements?» - «On n'en sait rien, c'est inadmissible, on nous met au courant de rien, on veut nous placer devant le fait accompli, c'est inadmissible! Théoriquement, il y aura des reclassements, mais par mutation d'office dans les PTT, on ne tiendra pas compte des cas personnels.»

FR: «Est-ce que la grève est bien suivie?» - «Oui, elle s'est même renforcée par rapport au premier jour, mais certains hésitent à continuer. Il y en a qui hésitent à se lancer dans une grève longue, parce qu'elles ont des traitez à payer. Mais qui n'en a pas aujourd'hui? Il n'est pas possible de se maubler sans faire de crédit, alors la grève, ça nous impose des sacrifices, mais si on veut garder notre emploi, il faut absolument qu'on continue la grève.»

pas d'autres choix de travail. Certaines ne font pas grève car elles veulent pouvoir se payer le voyage retour pour les vacances. On leur paye le voyage aller mais pas le retour.

FR: «Comment vous faites pour la garde de vos enfants?» - «C'est un problème pour les femmes qui ont des enfants car elles doivent se débrouiller pour les faire garder. Il faudrait une crèche aux chèques même où on pourrait déposer notre enfant.»

FR: «Est-ce que la grève est bien suivie?» - «Oui, elle s'est même renforcée par rapport au premier jour, mais certains hésitent à continuer. Il y en a qui hésitent à se lancer dans une grève longue, parce qu'elles ont des traitez à payer. Mais qui n'en a pas aujourd'hui? Il n'est pas possible de se maubler sans faire de crédit, alors la grève, ça nous impose des sacrifices, mais si on veut garder notre emploi, il faut absolument qu'on continue la grève.»

Antoine ont été proposées, l'intersyndicale ne s'y oppose pas de fait, dit oui, mais ne fait rien pour les organiser... Pour ce qui est des commissions mises en place au début du conflit, la commission intersyndicale Antillais-Guyanaise-Réunionnais fonctionne et commence à avoir une large audience dans les autres centres de tri. Voyant cela les révisionnistes du P.C.F. vont faire venir un député du parti révisionniste guadeloupéen, pour essayer d'étouffer les aspirations nationales qui se font jour dans la commission... de même les réformistes dans la CFDT ont sorti en catastrophe un tract soutenant la plateforme spécifique de ces travailleurs, en ajoutant d'autres qu'ils n'avaient pas mis, tout en refusant de reconnaître leurs droits nationaux en tirant «Travailleurs des DOM».

archives

FR: «Comment sont prévus les licenciements?» - «On n'en sait rien, c'est inadmissible, on nous met au courant de rien, on veut nous placer devant le fait accompli, c'est inadmissible! Théoriquement, il y aura des reclassements, mais par mutation d'office dans les PTT, on ne tiendra pas compte des cas personnels.»

DES SECTIONS LOCALES A LA FEDERATION LE MOT D'ORDRE DE 1700 F EST "OUBLIE"

CFDT - CGT - FO - FNT... IL FAUT SATISFAIRE LES REVENDICATIONS... C'est par la satisfaction immédiate de ces revendications que le 'Joré-taire d'Etat prouvera qu'il veut maintenir LE STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE AUX P.T.T.

200 francs pour tous mensuels ou acompte de 200 f pour tous?

Dès le début du conflit, les postiers en lutte posaient le principe du salaire minimum à 1,700 francs et l'augmentation uniforme de 200 F mensuels pour les autres catégories. On connaît les tentatives réviso-réformistes par rapport aux 1,700 F et leur échec. Mais par contre, les 200 F uniformes mensuels se sont transformés en acompte mensuel de 200 F. UN ACOMPTÉ SUR QUOI? «un acompte mensuel uniforme à valoir sur le contentieux catégoriel»



austerlitz

l'occupation se poursuit, de nombreuses critiques sont faites par les travailleurs sur la manière dont est dirigée la grève... En particulier sur le fait qu'il n'y a pas d'Assemblée Générale de l'ensemble du centre comme à Austerlitz, et que celles-ci sont divisées par brigade et par section, si bien que seule l'intersyndicale dispose de l'ensemble des informations, et non pas tous les travailleurs; ce qui porte un coup à la cohésion et à la mobilisation des grévistes. Les postiers du PLM aspirent à mener des actions de popularisation comme cela avait été fait avec le manif organisée dans le 12e qui avait soudé les grévistes et fait connaître la lutte de manière vivante. Des délégations en direction des cheminots et de l'hôpital Saint

correspondant Austerlitz.

FR: «Comment sont prévus les licenciements?» - «On n'en sait rien, c'est inadmissible, on nous met au courant de rien, on veut nous placer devant le fait accompli, c'est inadmissible! Théoriquement, il y aura des reclassements, mais par mutation d'office dans les PTT, on ne tiendra pas compte des cas personnels.»

FR: «Est-ce que la grève est bien suivie?» - «Oui, elle s'est même renforcée par rapport au premier jour, mais certains hésitent à continuer. Il y en a qui hésitent à se lancer dans une grève longue, parce qu'elles ont des traitez à payer. Mais qui n'en a pas aujourd'hui? Il n'est pas possible de se maubler sans faire de crédit, alors la grève, ça nous impose des sacrifices, mais si on veut garder notre emploi, il faut absolument qu'on continue la grève.»

FR: «Comment sont prévus les licenciements?» - «On n'en sait rien, c'est inadmissible, on nous met au courant de rien, on veut nous placer devant le fait accompli, c'est inadmissible! Théoriquement, il y aura des reclassements, mais par mutation d'office dans les PTT, on ne tiendra pas compte des cas personnels.»

HALTE AUX LICENCIEMENTS!

la lutte aux H.B.L.

DERNIERE MINUTE

Mardi soir, les mineurs ont décidé de reprendre le travail à cause de la rupture du front syndical par F.O. et la CFTC.

Mardi, les 20.000 mineurs des HBL sont partis en grève à l'appel des syndicats contre la fermeture des puits, la relance de la production et la révalorisation de la condition de mineur. La grève a été suivie à 90% par les ouvriers, témoignant des inquiétudes des mineurs lorrains par rapport à la politique de récession de la bourgeoisie et de leur volonté d'obtenir comme les postiers un salaire décent.

La bourgeoisie et la direction des HBL essaient d'isoler les mineurs de la population en répandant l'idée qu'un mineur gagnerait 3.000 F par mois. Pour asséoir cette calomnie, la direction s'appuie sur quelques cas particuliers de mineurs à l'échelle 5, abattant beaucoup de rendement et ayant 20 ans de fond... ces mineurs se comptent sur les doigts de la main outre qu'ils ne font pas long feu à ce rythme et se retrouvent silicosés à 90% à 50 ans... une fois changés de poste, ils voient ce salaire «mirifique» baisser d'au moins 1.000 F. Dans les mines, les salaires sont misérables, un mineur débutant, échelle 3 se fait 1.500 F par mois, un conducteur de train après 26 ans de fond est payé 1.500 F plus 15% de prime...

Les révisionnistes et les réformistes répondent à cette aspiration à un salaire décent :

1) en appelant dans leur plateforme à la révalorisation des prix de tâche par l'application de l'article 18 du statut du mineur : revendication contraire aux intérêts des mineurs car l'application de cet article ferait passer la part du salaire au rendement dans le salaire total de 40% à 60% ce qui veut dire plus d'accidents, car quand on est au rendement, il n'y a pas de boisage correct, division entre ouvriers, entre ceux qui font le rendement et ceux qui ne le font pas, usure plus rapide avec la déqualification au bout. Eteint, usé, silicosé plus avant encore par cette intensification du travail, le mineur voit son salaire épuisé d'un trou quand il est muté au jour à la suite d'accidents ou de maladie...

2) en développant l'idéologie corporatiste : «en 1946, les mineurs avaient les plus hauts salaires. Il faut revenir au principe des mineurs les mieux payés, ils le méritent». Titre un tract de l'inter-syndicale du 20 octobre.

3) Les directions réformistes et révisionnistes, en liaison avec la CFTC et FO, réclament la relance de la production à 10 millions de tonnes pour le bassin de Lorraine sans appeler à soutenir Faulquemont, sous prétexte que «ça n'est pas mobilisateur». Aux questions sur l'absence de ce mot d'ordre dans leur plateforme, ils répondent que la relance à 10 millions de tonnes implique le maintien de Faulquemont.

En fait, les calculs des HBL montrent qu'ils peuvent atteindre cette relance à plus de 10 millions de tonnes sans même relancer le puits de Faulquemont : les HBL comptent embaucher 3000 mineurs sur les trois puits principaux (De Wendel - Simon-Merlebach) et qu'à raison d'un rendement moyen de 4500 t/homme/an et l'application de l'article 18 (sur le développement du travail au rendement) ce sont plus de 12 millions et demi de tonnes qui seront produites sur ces trois puits. Donc l'argument des révisionnistes disant que ce mot d'ordre implique le maintien de Faulquemont est faux... Les camarades du Parti ont popularisé la revendication de la suppression du salaire au rendement pour la sécurité et l'intégration de la prime de rendement au salaire à son taux le plus élevé. Revendication qui a reçu un bon accueil des mineurs.

le plan de récession des charbonnages

Aujourd'hui, à Faulquemont, les travailleurs voient étalés devant eux les conséquences de l'anarchie capitaliste : on ferme un puits, alors qu'il y a restriction de chauffage pour les masses ; on veut noyer un puits qui a 153 millions de tonnes de réserve, soit l'équivalent de 100 millions de tonnes de fuel (or, la consommation annuelle de la France est de 32 millions de tonnes) ; on investit 120 millions dans un puits qu'on ferme ensuite, on ferme Faulquemont, alors qu'on va acheter du charbon en Allemagne fédérale pour faire tourner la centrale thermique de Blénoy Pont à Mousson, alors qu'USINOR vient juste d'acheter une mine aux USA !

En 1960, la bourgeoisie reconvertissait sa politique énergétique en faveur du pétrole. En effet, ses rapports impérialistes d'exploitation des peuples du Tiers Monde lui permettaient d'obtenir de l'énergie avec des coûts d'extraction et de main d'œuvre très inférieurs au charbon et avec des taux de profit beaucoup plus élevés. Elle décidait alors de baisser la production de charbon... c'était le plan Jeanneney, celui là même qui lorgne aujourd'hui vers le PS !

Depuis, les pays producteurs ont imposé aux impérialismes de plus justes prix, ce qui a provoqué une partie du déséquilibre commercial de l'impérialisme français. Soucieux de limiter ses importations de produits pétroliers, et en attendant de passer au nucléaire (pour le plus grand profit des trusts sidérurgiques et électriques), l'impérialisme français décide un plan de relance provisoire du charbon : poursuivre les fermetures en cours ; concentrer les investissements et la production sur un petit nombre de puits, en augmentant toujours plus le

rendement. Ainsi, le plan Bettencourt fixe un objectif de 150 millions de tonnes, en 10 ans, pour la Lorraine à atteindre avec 70% de rendement en plus, soit 6 tonnes/homme par jour au lieu de 5 tonnes.

Pour cela, il faut fermer Faulquemont en 1974, Forschwiller et la Houve en 1977. Mais, c'est sans compter avec la combativité des mineurs.

En 1971, les 1300 mineurs de Faulquemont avaient déjà riposté à la première tentative de liquider Faulquemont et obtenu par leur lutte un sursis jusqu'à Janvier 1975. Seules la CFTC, CGC et FO avaient accepté le principe de la fermeture dans les Accords de Forbach.

Cependant, de 1971 à 1974, les Houillères liquidaient en douceur avec des primes de départ de 6000 F (en fait 3.800 F). Au début, elles demandèrent des volontaires, mais devant le peu de succès, elles imposèrent des mutations avec un taux dégressif pour la prime, au fur et à mesure que le temps passait. Si bien qu'en Septembre 74, il ne reste plus que 300 mineurs à Faulquemont, dont 90 à l'abattage. Voyant cela, la direction décide d'avancer la date de la fermeture, impose 186 mutations et ordonne de démonter les pompes. Or, démonter les pompes dans une mine qui sort 24 m3 d'eau à la minute (eau qui alimente gratuitement la plateforme chimique de Carling) c'est liquider la mine sans espoir de réouvrir.

En Septembre 74, dès la décision connue, les 186 refusent la mutation, refusent de démonter les pompes, occupent les puits : ils refusent une mutation à Merlebach qui aggrave encore leurs conditions de travail. C'est un allongement de 2 h de la

durée de travail (25 km de trajet) ; c'est une dégradation du salaire qui là-bas est calculé différemment (à Faulquemont le salaire à la tâche par équipe avait été maintenu) ; c'est la sécurité du travail sacrifiée encore plus au rendement (boisage seulement tous les 3 mètres), la division savamment entretenue entre ouvriers lorrains parlant français, ouvriers lorrains parlant lorrain et ouvriers marocains... La colère est grande devant le gaspillage ouvert, déployé par la bourgeoisie. Celle-ci a essayé de voiler les conséquences de sa politique par la voix de Chirac à l'Assemblée le 4 octobre, disant que la mine n'était pas rentable et qu'il n'y avait «que de l'eau et des cailloux».

Alors qu'à l'étage 785 en exploitation, il y a 200.000 tonnes à sortir et 1,3 millions de tonnes de réserve, alors que le charbon extrait est de bonne qualité ; alors qu'à l'étage 660, il y a 45 millions de tonnes de réserve. Mais il faut 2 ans de travaux, et 3 milliards

de francs d'investissement...

Pour la bourgeoisie, il ne peut être question d'investir 3 milliards de francs à Faulquemont. Au contraire, pour intensifier le travail, il lui faut centraliser ses investissements : c'est ainsi qu'il est prévu 12 milliards de francs à Merlebach, pour atteindre le niveau - 1250 pour une production à extraire dans 10 ans... Ceci, tout en sachant que dès que la conversion au nucléaire sera faite, les mines seront fermées... Cette éventualité est d'ailleurs déjà préparée dans les Houillères : embauche de jeunes avec des contrats de 5 ans maximum, de travailleurs marocains au contrat renouvelable tous les 18 mois et que 2 fois... la bourgeoisie compte sur ce volant de travailleurs pour que la fermeture définitive soit la plus indolore possible.

C'est contre la liquidation à terme du bassin houiller que des mineurs de Faulquemont se battent quand ils exigent le maintien de leur puits.

Après avoir soutenu le mouvement au départ, aujourd'hui réformistes et révisionnistes du P.C. et du PS laissent la lutte dans le plus grand isolement, ainsi le 30, au meeting qui a eu lieu sur le carreau de la mine, il n'y avait quasiment aucune délégation d'autres puits ou d'usines...

Cet isolement a pour cause aussi le refus d'intégrer le maintien du puits de Faulquemont à la plateforme sur laquelle les 20.000 mineurs des HBL ont débrayé jusqu'à mardi... sous prétexte que «Faulquemont n'était pas mobilisateur».

Certains révisionnistes dont le délégué de Freyberg au passé douteux (sympathies nazis pendant la guerre) tentent de maintenir cet isolement en s'opposant au soutien que le Parti a apporté aux mineurs tant au niveau de la mobilisation des sections syndicales où nos camarades sont présents, que par un tract de popularisation sur toute la Lorraine.

Lundi après-midi, les mineurs ont montré leur détermination et acquis un moyen de pression sur les Houillères en occupant la salle de pompage qui alimente gratuitement à partir de l'eau pompée au puits de Faulquemont la plateforme chimique de Carling.

correspondant.

néo gravure

Le tribunal de commerce de Paris a rendu son verdict le 31 octobre sans se soucier, comme d'habitude, des travailleurs : liquidation des biens de Néogravure dans la région parisienne, pour les usines de province : -Rennes, Lille, Mulhouse, - la décision a été laissée aux tribunaux locaux, pour Lille règlement judiciaire, et probablement aussi pour Rennes.

Depuis 1940, licenciements et fermetures d'imprimeries s'accroissent : 9 000 licenciements, fermeture de 80 établissements depuis le début de l'année 74, 34 imprimeries ont mis la clé sous la porte et licencié leurs ouvriers. De 140 000, le nombre d'ouvriers du livre doit passer à 70 000 en 75. Le groupe Néogravure s'est constitué dans cette conjoncture, en profitant des difficultés de l'imprimerie, en rachetant les entreprises en difficulté. Avec le support financier de la Banque Paribas, des fusions et des absorptions successives ont abouti à la constitution de ce trust qui regroupe Chaix, Crété, Desfossés et Néogravure, soit 9 établissements qui ont imprimé en 1973 190 000 tonnes de papier, l'équivalent de 60% de la production française de pâte à papier.

Mais la concentration n'était qu'une étape dans un plan plus vaste visant à effectuer une restructuration générale de l'imprimerie en France qui n'est pas compétitive par rapport à ses concurrentes européennes : Italie, Allemagne, Pays-Bas. Il y a à cela plusieurs raisons :

- La France est très en retard par rapport à l'Allemagne pour la construction de machines d'imprimerie.

- Le matériel, les machines sont pour une part vétustes.

- Il est plus avantageux pour un éditeur de faire imprimer à l'étranger parce qu'il n'y a pas de taxe sur le papier imprimé importé, alors que les imprimeurs français payent une TVA

de 23% (sauf pour la presse) qui alourdit d'autant leurs coûts.

La conséquence, c'est que 28% des éditions de langue française vendues en France sont imprimées à l'étranger, et que, victimes de la concurrence européenne qui les oblige à s'aligner sur leurs prix, les imprimeries françaises sont en déficit : Néogravure a un passif de 250 millions de francs (25 milliards anciens).

La mise en liquidation des biens de Néogravure qui emploie plus de 6000 travailleurs, entraînerait vraisemblablement plusieurs milliers de licenciements, bien que ceux-ci soient tenus dans l'ignorance des plans de restructuration. Pour ceux qui seraient licenciés, il n'y a même pas de perspective de reclassement dans la profession. L'objectif de la direction pour la région Parisienne serait de liquider l'imprimerie de St-Ouen (720 travailleurs) et d'Issy (un millier) et de ne conserver qu'une partie de l'imprimerie de Corbeil, la mieux équipée : sa dernière acquisition est une machine ultra moderne qui a coûté 15 millions et qui peut imprimer simultanément plusieurs revues différentes. Ce plan entraînerait au moins 2000 licenciements.

Face à ces menaces, c'est plus de 80% des travailleurs qui ont décidé l'occupation de leurs ateliers à Issy-les-Moulineaux, Corbeil, St Ouen et Lille.

A St-Ouen, où nous avons discuté avec les travailleurs, des drapeaux rouges aux fenêtres et sur les toits témoignent de la volonté de lutte des travailleurs. Conscients qu'ils s'engagent dans une lutte longue et difficile, ils sont déterminés à combattre jusqu'au bout. Ils ne transigent pas sur leurs justes revendications : maintien de l'entreprise, pas un seul licenciement. En cas d'agression des CRS, certains attendent de pied ferme il faudrait d'abord qu'ils puissent rentrer et



les travailleurs de Néogravure refusent de faire les frais de la politique de restructuration de la bourgeoisie.

ensuite, ils ne trouveront pas ce qu'ils cherchent. Ce qu'ils cherchent, c'est le matériel pour l'impression des livres et revues commandées. Le tribunal a en effet «accordé» 2 mois avant la fermeture définitive pour permettre de terminer les travaux en cours. En bloquant l'imprimerie dès maintenant, les travailleurs se donnent un atout supplémentaire, car des frais importants ont été engagés pour la préparation de l'impression de leurs livres par les éditeurs clients de Néogravure. En conservant les maquettes, les documents, les travailleurs disposent d'un important moyen de pression sur le patronat qu'ils n'auraient pas eu s'ils avaient achevé les travaux commandés.

Les travailleurs de Néogravure, comme ceux de Titan-Coder, d'Annonay etc... refusent de payer la crise, de faire les frais de la politique de restructuration de la bourgeoisie, ils refusent les plans de la bourgeoisie qui sacrifie leur emploi à la recherche du profit maximum. Ils savent que la bourgeoisie peut payer : le coût des indemnités de licenciements et des allocations chômage pour tous les travailleurs de Néogravure pendant 6 mois suffirait à boucher le trou financier actuel.

PAS UN SEUL LICENCIEMENT!

MAINTIEN DE L'EMPLOI A NEOGRAVURE!

PLUS DE 7000 PERSONNES AU RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

Plus de 7000 personnes ont participé au Rassemblement Communiste de dimanche dernier.

Dès 14 heures, la foule se pressait aux abords de la Mutualité, attendant l'ouverture des portes. A l'entrée, un programme était remis indiquant les salles où se tenaient les différents forums et interventions et leurs horaires. Beaucoup savaient déjà en entrant ce qu'ils voulaient entendre, discuter. Grâce aux innombrables affiches collées dans toute la région parisienne, aux tracts diffusés, le programme était connu de la plupart et certains avaient déjà sélectionné forums et interventions auxquels ils voulaient assister. Le hall d'entrée est rapidement occupé par des groupes de discussions et par des gens qui passent des forums aux interventions dans la grande salle, ou aux stands.

Dans le hall, dans les couloirs du rez-de-chaussée et du premier étage, des dizaines d'affiches et de panneaux manuscrits, de nombreux stands. Dans la grande salle, après le film sur la Guinée-Bissau, se sont tenus en alternance interventions politiques et spectacle artistique, tandis que simultanément dans les salles aux étages se déroulaient les forums. Six heures durant sans temps mort, interventions et débats se succèdent et le mouvement ne cesse pas entre les diverses salles. Pour renseigner ceux qui cherchent, en plus du programme, un camarade avec qui se sonner rappelle après chaque groupe de forums la suite du programme et lorsqu'il y en a, les changements de dernière minute.

La grande salle est pleine pour le film de Tobias Engel sur la Guinée-Bissau. En même temps plusieurs forums se tiennent dans les salles du premier étage sur la jeunesse, les luttes ouvrières et la Résistance française. Au forum sur la résistance participent André Roustan, Gilbert Mury, Maurice Clavel ainsi que de nombreux FTP de plusieurs régions de France. Dans l'assistance, des travailleurs, anciens résistants, anciens membres du PCF, ou même toujours membres.

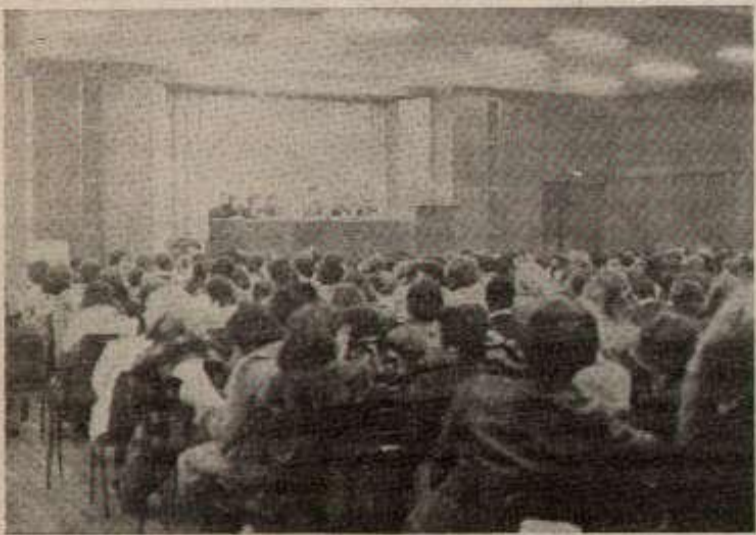
Au forum sur les luttes ouvrières, une majorité de travailleurs. Des postiers parlent de leur lutte, et montrent comment les revendications sur les salaires et l'emploi sont celles de tous les travailleurs. Un camarade montre qu'au niveau des luttes revendicatives, les contradictions entre révisionnisme et réformisme et les aspirations des masses apparaissent de plus en plus clairement, ce qui permet de les rendre conscientes aux travailleurs.

Au forum sur la jeunesse, on discute des problèmes des jeunes, que devra prendre en charge l'organisation de la jeunesse communiste dont la création est prévue.

Les réflexions de nombreuses personnes regrettant de ne pouvoir participer à différents forums qui se tenaient simultanément, témoignent que les thèmes choisis correspondent aux préoccupations actuelles des masses.

C'est certainement au moment de l'intervention centrale de notre Parti que s'est manifesté le plus clairement l'intérêt pour ce qu'il propose aujourd'hui. Intérêt non seulement de ceux qui ont acquis la conviction qu'il représente la voie révolutionnaire en France mais aussi de tous ceux, qui s'interrogent sur la meilleure façon d'en découdre avec le vieux monde capitaliste.

Dès que l'intervention centrale est annoncée, les gens affluent



tous dans la grande salle de la Mutualité. Ceux qui participaient aux premiers forums de l'après-midi arrivent en masse.

Sur scène, durant quelques minutes, la chorale belge d'AMADA et la fanfare de PRADES-LE-LEZ jouent le premier couplet de l'Internationale. Le son de leurs cuivres se mêle aux voix des milliers de personnes qui, dans la salle, debout, le poing levé, chantent l'Internationale.

Lorsqu'un camarade annonce, sous les applaudissements enthousiastes, que l'intervention va être prononcée par Max CLUZOT, secrétaire politique du P.C.R. (m-l), la grande salle de la Mutualité totalement remplie, en haut et en bas, dans les traînes, où des centaines de personnes sont debout. Dehors, dans les halls se pressent encore tous ceux qui n'ont pu trouver place dans la salle.

Durant plus de 3/4 d'heure, le secrétaire politique de notre Parti parle de la nature de la crise actuelle du capitalisme, 3/4 d'heure suivi avec la plus grande attention par l'assistance, 3/4 d'heure entrecoupés d'applaudissements.

En fait, la description des conditions d'existence imposées par la société impérialiste, le lien vivant établi avec le caractère politique et mondial de la crise trouvait un large écho dans l'assistance et captait toute son attention.

Max Cluzot est vivement applaudi lorsqu'il explique: «La crise actuelle n'a rien à voir avec la crise de 29, la crise actuelle n'est pas dans son fond une crise économique, c'est une crise politique.»



Il souligne un fait «d'une portée historique considérable: le rejet de la société capitaliste par la classe ouvrière et les masses populaires des métropoles impérialistes.» Il parle des formes nouvelles de lutte qui expriment cette prise de position et qui font que «d'ores et déjà la bourgeoisie ne peut plus gouverner comme avant». C'est en cela que réside la crise politique. C'est son expérience même qui amène la classe ouvrière à rejeter la société capitaliste. Le secrétaire du Parti est très applaudi lorsqu'il déclare: «la classe ouvrière a fait l'expérience de l'organisation capitaliste de la société. Elle n'en veut plus.» Les travailleurs français et immigrés présents reconnaissent bien ce qu'ils subissent chaque jour dans cette vue d'ensemble donnée par l'intervention centrale:

«A travers le modèle de la consommation diffusé par la bourgeoisie, la classe ouvrière a vécu une paupérisation croissante. La hausse des cadences, la vie de plus en plus chère, la dégradation accélérée de la qualité de la vie. L'organisation de la société par le capitalisme monopoliste d'Etat a pour conséquence de rendre indispensable toute une variété d'objets qui accroissent l'assujettissement de la classe ouvrière aux conditions de vie imposées par la bourgeoisie. Ainsi la déportation des ouvriers vers les banlieues entraîne souvent l'acquisition nécessaire d'une voiture, de ce fait, les banlieues sont de plus en plus éloignées puisqu'on peut les rejoindre en voiture, l'allongement clandestin de la journée de travail par le temps de transport entraîne les travailleurs à faire leurs courses une fois par semaine, ils ont donc besoin d'un réfrigérateur, et ainsi de suite. La consommation n'est que l'apparence, la réalité, c'est la paupérisation, c'est la fatigue accrue, la journée la plus longue, le travail plus épuisant.

Mais, continue le camarade, le capitalisme monopoliste d'Etat, c'est aussi l'investissement de tous les aspects de la vie des masses, depuis la chambre d'HLM conçue pour aller de l'armoire au lit et c'est tout, dans 7 mètres carrés jusqu'aux relations familiales sapées par le travail en équipes.

Les grands ensembles dans lesquels les travailleurs sont superposés et isolés entre eux, les loisirs centrés sur la télévision; c'est la reproduction de tous les aspects de la vie, de ce que la bourgeoisie impose à l'usine: un travail absurde et mécanique, des gestes prévus à l'avance et contrôlés, la suppression de toute initiative. Aussi, à ces formes modernes d'oppression, la classe ouvrière répond-elle par des formes nouvelles de lutte, des luttes à travers lesquelles monte, irrésistible, l'aspiration à une société nouvelle, l'aspiration au socialisme. Ouvriers d'USINOR, de la SAVIEM, de LIP, etc...postiers, mineurs étaient là pour témoigner sur ce qu'ils subissent, sur leurs luttes, sur la société qu'ils veulent. Les femmes aussi, très nombreuses au rassemblement, et qui luttent «pour affirmer leur place d'égal de l'homme dans la société, leur droit d'élever les enfants qu'elles veulent, leur droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits», comme le soulignait l'intervention centrale, provoquant de longs applaudissements.

Le rejet de la société capitaliste par les masses qui oblige la bourgeoisie à l'ouïer, à ne plus gouverner comme avant se conjugue, au point actuel de développement de la crise générale de l'impérialisme, avec «l'émergence du Tiers-Monde comme force économique et politique décisive à l'échelle de la planète.» Les travailleurs français et immigrés, les intellectuels progressistes rassemblés à la Mutualité ont acclamé cette lutte, ces succès des pays du Tiers-Monde contre le brigandage impérialiste.

Cette volonté de changement dont sont porteurs les peuples du monde, les aspirations révolutionnaires qui se manifestent dans les nouvelles formes de lutte de la classe ouvrière en France, comment le P.C.F et le parti socialiste y répondent-ils?

Le secrétaire du Parti recueille l'adhésion de toute l'assistance lorsqu'il affirme: «la politique actuelle de la bourgeoisie et les solutions proposées par le P.C.F et le parti socialiste coïncident. Rien de fondamental ne les sépare. Il s'agit toujours en brandissant l'épouvantail de la crise économique d'amener la

masse des travailleurs à accepter de nouveaux sacrifices, à payer par une exploitation renforcée, le prix de la restructuration de l'économie impérialiste française.»

Tout le monde marqua son accord lorsque Max Cluzot évoqua le type d'hommes qui dirigent le P.C.F: «Marchais qui, en 36, alors que des jeunes de 16 ans, comme le camarade André Roustan, président de notre Parti s'engageaient avec enthousiasme dans les Brigades Internationales; Marchais qui, lui, ne songeait qu'à sa promotion personnelle, à devenir aristocrate ouvrier!»

C'est sur la construction du Parti de type nouveau que s'est achevée l'intervention, «un Parti qui s'appuie sur l'expérience du mouvement ouvrier international, mais surtout un Parti qui construise la précision de sa ligne politique et le développement de son organisation sur les aspirations révolutionnaires des masses».

Longuement applaudi par la salle, le secrétaire politique du Parti a appelé à rejoindre le P.C.R. pour prendre part à sa construction: «Camarades, venez avec nous construire le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste). C'est votre enthousiasme, votre expérience, qui l'aideront à devenir ce qu'il doit être.»

Après l'intervention centrale, reprenait dans la grande salle l'alternance des interventions avec le spectacle artistique dont le tour de chants de Gilles Servat.

Dans une intervention sur l'impérialisme et le social-impérialisme, un camarade du Parti a rappelé le développement rapide du mouvement anti-impérialiste des pays du Tiers-Monde contre l'hégémonisme des super-puissances; le camarade a condamné la position qui consiste à défendre l'impérialisme français sous prétexte de lutte contre les deux super-puissances, soulignant combien l'impérialisme français reste un dangereux ennemi des peuples.

Le 20e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération du peuple algérien a été acclamé lorsque J. P. Gay, de retour d'Algérie, a évoqué, avec les témoignages recueillis le 1er novembre, la longue lutte anti-impérialiste du peuple algérien. Enfin, Gilbert Mury a évoqué l'excellent exemple de la Chine et de l'Albanie socialistes où les masses populaires conscientes et enthousiastes, bâtissent l'avenir dans une lutte acharnée contre toutes les résurgences de l'ancien monde pourri.

Pendant ce temps, après l'intervention centrale, les forums avaient repris dans les autres salles: Le Chili, un an après, le PS après les assises, le P.C.F après son Congrès, la Résistance Palestinienne, la justice, le Parti de type nouveau, sur ces thèmes, les salles vont à nouveau se remplir et les débats reprendre. Pendant 15 mn qui suivent l'intervention centrale, il est particulièrement difficile de circuler dans les couloirs, la foule des participants se presse pour se diriger vers les petites salles. Au hasard d'un «embouteillage»,



nous rencontrons une ouvrière d'ALEGRIA, entreprise où le personnel vient de faire une grève de huit semaines contre des licenciements.

F.R. «Pour-toi, qu'est-ce que ça t'apporte, un tel rassemblement?»

- Jusqu'ici, je n'avais jamais participé à des discussions politiques, je m'étais contentée de syndicalisme, c'est déjà pas mal. Mais ce meeting, c'est encourageant pour aller plus loin, ça renforce... Ça fait comprendre dans quel sens il faut aller.

F.R. «Sur quelles perspectives ça débouche?»

- «Moi, je voudrais des activités, parce que venir à un meeting ça ne suffit pas, lire Front Rouge, c'est bien, mais on ne peut en rester là».

F.R. «Tu as participé à des forums?»

- «Oui, j'étais au forum sur les luttes; ce que disait les gars des PTT était intéressant. Je ne regrette qu'une chose, c'est dommage que toutes les questions n'aient pas abouti à des réponses. Mais autrement je trouve que c'est bien, c'est encourageant».

(Notons que les participants au rassemblement, très intéressés par les forums, regrettaient souvent que les débats soient limités par le temps).

F.R. «Tu es seule d'Alégría?»

- «Non, on est trois».

F.R. «Tu vas au forum suivant?»

- «Oui, je n'étais pas à la reprise, on n'a pas pu monter, il y avait trop de monde, maintenant, je vais y aller».

Au forum sur les assises du socialisme et le P.C.F., le débat s'engage sur le véritable visage du nouveau PS, sa tentative de

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

suite de la p.1

main-mise sur la CFDT que les nombreux syndicalistes présents dénoncèrent vivement ainsi que les manœuvres de Maire. D'anciens membres du P.C.F., présents à ce forum apportèrent des éléments intéressants sur le processus de dégénérescence du PCF. (Nous reverrons par ailleurs plus en détail sur tous ces forums et sur l'apport des discussions qui s'y sont menées).

Bien des questions qui ne peuvent être traitées en raison de la brièveté des forums furent discutées avec les camarades des stands dont le stand du Comité Central où le nombre d'«Octobre», reproduisant les textes du Congrès Constitutif du P.C.R. (m-l), vendus atteste de l'intérêt porté à notre Parti et à ses analyses.

Beaucoup d'anciens militants des organisations spontanistes participèrent avec intérêt à des discussions avec les camarades des différents stands.

Aux stands des Comités Indochine-Palestine, un montage audiovisuel sur la lutte du peuple palestinien est projeté en permanence devant des groupes attentifs qui versent de l'argent pour le soutien. Réalisé à partir d'un reportage effectué cet été au Liban dans les camps palestiniens, il montre les aspects concrets quotidiens de la lutte du peuple palestinien contre les sionistes et l'organisation dans les camps préfigurant le pouvoir populaire de la Palestine démocratique de demain.

Un peu plus loin, les camarades de la revue Cinéthique dénoncent l'emploi par la bourgeoisie du cinéma comme moyen d'asservissement idéologique, la censure et les entraves mises à la diffusion des films révolutionnaires, et appellent à lutter sur ce front. Plusieurs questions leurs sont posées sur les moyens de diffuser des films de lutte, et notamment, le film qu'ils achèvent sur la circulaire Fontanet.



Le stand de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire est un des plus animés; sans répit, les camarades expliquent leur ligne et leur expérience. A un ouvrier qui pense qu'il n'est pas possible de mener la lutte dans la CGT et la CFDT qu'il faut créer un nouveau syndicat, ils expliquent en prenant l'exemple de LIP, comment il est possible de faire échec aux directions réformistes révisionnistes et d'imposer dans les syndicats une ligne juste.

Dans le hall d'entrée, au stand de Front Rouge, un panneau qui retrace, matériel à l'appui les diverses étapes de l'élaboration du journal explique pourquoi il faut dès aujourd'hui souscrire des abonnements au quotidien, pourquoi il faut une première tranche de souscription de 25 millions avant le 1er Janvier 1975. Le projet de quotidien rencontre beaucoup de sympathie auprès de tous ceux qui viennent discuter au stand. Un ouvrier du livre, qui milita il y a plusieurs années dans les rangs des marxistes-léninistes et qui depuis hésite, venu au meeting pour s'informer et pour «voir» approuve l'initiative du quotidien et souscrit un abonnement.

Au stand des femmes du Parti, plusieurs panneaux expliquent en quoi l'oppression des femmes est une conséquence de l'exploitation capitaliste, et comment le socialisme permet aux femmes de se libérer.

Deux affiches écrites par les pionniers rouges décrivent leur activité: actuellement ils préparent une scénette, Annick 12 ans, raconte: «On fait une pièce de théâtre, il y a un ouvrier, un syndicaliste, un patron. Le récitant: l'ouvrier va au travail, avec le poste de nuit, un jour il prend un tract, il regarde et dit que 200 F pour tous c'est bien... après, il y a une grève et un meeting, on chante l'Internationale».

Au stand du Comité d'Information Sahel, des panneaux expliquent la responsabilité de l'impérialisme, français en particulier dans la terrible famine qui régnait en Afrique, du Tchad au Sénégal.

La richesse du programme, l'intérêt de toutes les questions traitées, font que les 6 heures du rassemblement passent très vite: 20 heures arrive alors qu'il reste une foule de questions à débattre.

Le rassemblement communiste aura été un succès non seulement par le nombre des participants, mais surtout par l'intérêt que tous portèrent aux forums et aux interventions. Certains nous disent en partant qu'ils n'ont pu assister à tous les forums qui les intéressaient, ils ont du faire un choix entre tout ce qui se déroulait simultanément.

Lors d'interventions réalisées à la fin du rassemblement, un intellectuel nous déclare: «Sur quelques problèmes, je ne suis pas totalement d'accord, mais qu'il faille un Parti pour mener les masses à la Révolution, ça c'est évident. Il faut poursuivre le débat comme aujourd'hui, dans des forums.»

Un étudiant: «Le seul reproche que je ferais à ce meeting, c'est sa trop grande richesse.»

Un ouvrier: «L'intervention centrale a tracé des perspectives pour la lutte révolutionnaire, et les débats ont permis de confronter nos expériences sur la lutte à mener dans les syndicats.»

Au terme de cette journée de nombreuses personnes ont pris contact avec notre Parti pour la première fois, ou pour engager tout de suite un travail avec lui.

GRAVES PROVOCATIONS POLICIERES CONTRE LE RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

Les faits.

1) Dès avant l'ouverture des portes, la menace d'une provocation policière est évidente:

- d'une part les fonctionnaires de police, en uniforme ou en civil, ont été déployés en un dispositif tout à fait inhabituel par son ampleur: cars de Gardes Mobiles stationnés au métro Maubert, land-rovers, et voitures banalisées sillonnant en nombre et en permanence les rues avoisinantes.

- d'autre part, des petits groupes de 4 à 5 individus à l'allure «gauchiste» répartis en divers points autour de la Mutualité. Les uns exhibant leurs casques, les autres les dissimulant mal dans des sacs, ainsi que le reste de leur attirail.

2) A l'ouverture des portes, une poignée de ces individus, mêlés à la foule, se mettent brusquement à brandir la feuille «Humanité Rouge» et à crier des insultes provocatrices contre notre Parti: «PCR - Parti contre révolutionnaire!» «PCR - officine de l'appareil parallèle du PCF!»

Nos camarades chargés de recueillir et de délivrer les vignettes à l'entrée exigent aussitôt avec fermeté, que cesse la provocation. Les provocateurs commencent alors à être pris à parti par la foule qui se presse à l'entrée.

3) C'est alors que les petits groupes dispersés se rejoignent brusquement pour former un commando de quelques dizaines d'individus et, sortant casques et matraques, passent à l'attaque. Il s'agissait, pour les provocateurs, de pénétrer en force dans la Mutualité, de généraliser les affrontements, de donner ainsi toute possibilité à la police officielle d'intervenir.

4) Nos camarades du service d'ordre, sans casque ni armes, obéissant aux consignes d'extrême vigilance vis à vis de toute provocation, ont su repousser avec détermination et sang froid l'attaque et dégager l'accès à la Mutualité. La foule qui continuait à entrer les a aidés activement et massivement à faire face.

Il aurait été tout à fait possible alors d'écraser physiquement le commando. Mais il n'en était évidemment pas question, étant donné le quadrillage serré de policiers officiels qui cernait la Mutualité.

5) Après l'échec de la provocation, la bande, tenue en respect par les camarades du service d'ordre, dut s'immobiliser, jusqu'à la fin du rassemblement, à plusieurs dizaines de mètres de l'entrée. Pendant des heures, sous la pluie, ce ramassis disparate rameuté de plusieurs points de France (Dijon, Rennes...) s'occupa à insulter notre Parti et à crier: «PCMLF! PCMLF!» et avec d'autant plus d'hystérie chaque fois que passait à proximité une voiture de RG. Voilà qui en dit long sur la nature exacte de la «clandestinité» de ce soi-disant PCMLF maintenu!

Quatre questions.

Nous posons quatre questions:

1) Comment se fait-il qu'il y ait eu mise en place parallèle et simultanée d'un dispositif policier officiel renforcé et de ce petit groupe de provocateurs?

2) Comment se fait-il que ces provocateurs aient pu agir, stationner et brailler des heures durant aux abords de la Mutualité, sans susciter aucune réaction des nombreux fonctionnaires de police présents en permanence à quelques mètres seulement?

3) Comment se fait-il que, au contraire à deux reprises, un responsable, assez élevé semble-t-il de la police, se soit entretenu longuement avec plusieurs membres de la bande?

4) Comment se fait-il qu'il s'en est suivi à chaque fois, quelques minutes après «l'entrevue», un redéploiement de la bande?

Que visait l'attaque de la bande de «l'Humanité Rouge»?

1) Provoquer une rispote policière contre la foule venue au rassemblement du Parti.

2) A la manière des révisionnistes qui, en 1967, avaient agressé un meeting de soutien à la lutte du peuple vietnamien organisé par les marxistes-léninistes, tenté de «s'emparer» de la salle et d'y prendre la parole. Signalons que les «orateurs» de «l'Humanité Rouge» étaient sur place.

Le sang froid de nos camarades a fait lamentablement échouer leur plan.

3) Transformer le rassemblement du Parti, aux yeux des masses, en une dispute entre groupes gauchistes. Le caractère de masse de notre rassemblement et l'inconsistance du bavardage politique qui sert de couverture à leur rôle policier, ont fait aussi lamentablement échouer leur tentative.

Que prouvent ces attaques?

1) Que le groupe «Humanité Rouge», en dégénéralant de l'opportunisme et du scissionisme au trotskisme, en est arrivé du trotskisme à la provocation policière.

2) Que ce groupe est aujourd'hui aux abois et se lance dans des aventures irréfléchies et à la manière de tous les réactionnaires, il soulève une pierre pour la laisser retomber sur leurs pieds.

3) L'avancée de notre Parti, sa liaison de plus en plus étroite avec les masses contraignent à se démasquer ceux qui pouvaient discréditer, jusque là avec quelque vraisemblance d'être crus, le marxisme léninisme et les pays socialistes.

NB: A signaler la défection d'un groupe assez important de la bande qui est parti au moment où le sens de l'opération commençait à apparaître. Ceux qui jusque là égarés à l'intérieur de «l'Humanité Rouge» veulent militer dans le sens de la révolution prolétarienne, doivent suivre l'exemple des militants de l'«Humanité Rouge» d'Aubervilliers et de Saint Denis qui viennent de rejoindre notre Parti.

UN RASSEMBLEMENT INTERTIONALISTE

De nombreuses organisations étrangères avaient soutenu l'appel du P.C.R. (m-l) au rassemblement et ont pris la parole dans la grande salle.

- Le P.A.I.G.C. est intervenu avec la projection du film de Tobias Engel qui retrace les réalisations de son parti dans la lutte de libération. Après avoir rappelé les victoires de son peuple, il a appelé l'assistance à soutenir la poursuite de la lutte pour prévenir toute manœuvre du gouvernement portugais pour maintenir sa domination coloniale.

- Le représentant de l'Union des Etudiants Iraniens en France demanda de faire du mois de novembre un mois de solidarité avec les 4 500 prisonniers politiques iraniens, torturés, exécutés par la police politique du shah fasciste, la SAVAK. Il dénonça l'impérialisme US et le Social impérialisme et souligna le développement de grèves de plus en plus hardies organisées par les travailleurs et les étudiants.

- Le camarade du P.C.M.L.I. dénonça la vague d'arrestations qui s'abat aujourd'hui sur les révolutionnaires et le peuple italien

au même moment où les fascistes arrêtés au moment de Brescia sont mis en liberté.

- Le camarade du groupe marxiste-léniniste belge AMADA a dénoncé plus particulièrement la répression qui frappe les dockers d'Anvers, dont le procès mobilise largement les masses de leur pays.

- Le représentant du F.R.A.P. a rappelé les luttes ouvrières importantes qui se déroulent en Espagne actuellement et la détermination des grévistes qui résistent aux agressions de la police fasciste.

- Un camarade du groupe marxiste-léniniste hollandais de la K.E.N. (m-l) apporta son salut au rassemblement et appela à soutenir les luttes ouvrières qui se déroulent dans son pays.

Nous avons annoncé par erreur la participation du K.B.L. à la journée du 3 novembre. Des difficultés de communications actuelles ont entravé ce malentendu. Que les camarades luxembourgeois veuillent bien nous en excuser.

la partie culturelle: vers un art au service du peuple

La partie artistique du rassemblement témoigne de l'attrait qu'exercent les idées révolutionnaires sur un nombre de plus en plus grand de spécialistes de l'art et de la culture.

C'est par le dernier film de Tobias ENGEL sur la lutte du peuple de Guinée et du Cap-Vert, film dont c'était la première projection publique, que s'est ouvert le rassemblement, dans la grande salle de la Mutualité. Comme l'a dit un représentant du P.A.I.G.C. en présentant le film: «les acteurs, ce sont mon peuple et mon parti. Soutenir ce film, c'est soutenir la lutte des peuples dominés par le colonialisme et l'impérialisme». En effet, après avoir, en quelques images, montré comment la lutte dirigée par le PAIGC est partie intégrante de la lutte que mènent depuis des années les peuples du monde, le film montre le combat quotidien du peuple guinéen pour la santé, pour l'éducation, pour l'industrialisation.

Avec le collectif «Le temps des Cerises», la musique et le chant se mettent au service de la Révolution. Le collectif regroupe la fanfare de Prades-Le-Lez, des ouvriers français et immigrés de Paris, le pianiste François Tusques et le chanteur espagnol CARLOS. Le collectif a interprété plusieurs airs révolutionnaires, le chant des partisans russes, le «passage de l'Ebres», chant de la guerre d'Espagne, le chant des résistants italiens «Bella Ciao»... Puis il a joué une de ses compositions, un morceau chanté et parlé qui dénonce la circulaire Fontanet. Par ce chant, ce sont les travailleurs immigrés en France qui s'expriment dans leur langue, en espagnol, en arabe, et sur les rythmes de leurs pays, africains, espagnols... Ils dénoncent les mesures anti-ouvrières, la carte de travail, et chaque fois, la salle reprenait en chœur le refrain, exprimant sa volonté de lutter contre la circulaire de division.

Egalement dans cette partie artistique, on a pu entendre l'orchestre du groupe marxiste-léniniste belge AMADA et la chorale italienne «VENTO ROSSO». La vibrante internationale



qui a précédé l'intervention centrale du P.C.R. (m-l), jouée ensemble par l'orchestre belge et la fanfare de Prades-le-Lez et reprise par la salle comble, debout, le poing levé, suscita l'enthousiasme.

Un art au service de la Révolution, c'est la perspective qu'offre cette partie artistique du rassemblement du 3 novembre.

Aujourd'hui, l'art bourgeois décadent entre en contradiction flagrante avec les espoirs, les préoccupations des masses populaires. Le cinéma, le théâtre, la musique, les chants les danses... peuvent refléter les aspirations des masses à une société nouvelle.

Le Parti entend travailler avec tous ceux qui aujourd'hui cherchent dans cette voie et veulent mettre leur pratique artistique au service du peuple et de la Révolution Socialiste.

le déroulement des forums débats

Palestine

C'est dans une salle comble que s'est tenu le forum sur la Palestine. Un forum emprunt du souci d'apporter un soutien ferme et résolu à la Révolution Palestinienne, à ses objectifs fondamentaux de libération de toute la Palestine. Un forum militant où le mot d'ordre «PALESTINE VAINCRA!» fut scandé à plusieurs reprises par l'ensemble des participants arabes et français.

A la tribune, autour de Jean-Paul GAY, le représentant des Etudiants Palestiniens en France (GUPS membre de l'OLP), René RAINDORF, juif anti-sioniste, ancien déporté, militant en Belgique pour la cause palestinienne et une camarade des C.I.P., Marie-Claude HAMCHARI, retenue par une réunion pour le Croissant-Rouge Palestinien, avait adressé un message; la veuve du représentant de l'O.L.P. assassiné par les sionistes à Paris, le 9 janvier 1973, soulignait: «l'unique alternative progressiste, l'unique modèle acceptable pour la Palestine de demain, pour les juifs, les arabes, est le modèle proposé par la Révolution Palestinienne: le projet de l'Etat démocratique progressiste uni».

En réponse à la question: «Que se passe-t-il dans les territoires occupés?», le représentant de la GUPS a montré concrètement comment la lutte dans ces territoires a franchi un pas dans la dernière période par le nombre et la nature des opérations, surtout dans les territoires occupés depuis 1948, avec les actions menées récemment à Tel Aviv, à Jérusalem, au port de Eilat, en Haute Galilée où les commandos palestiniens venus de Jordanie ont opéré après avoir réussi à franchir tous les barrages sionistes à l'intérieur de la Palestine occupée. Les manifestations de masses dans ces territoires sont devenues quotidiennes, comme celles pour soutenir Mgr Capucci, sympathisant actif de la cause palestinienne.

Le représentant de la GUPS a rappelé qu'après 17 ou 18 ans d'ignorance du peuple palestinien, celui-ci a imposé sa reconnaissance internationale grâce à la lutte armée, et que le renforcement de ses liens avec les pays du tiers-monde aident à sa reconnaissance à l'ONU. «Mais, a-t-il déclaré, très applaudi, la Palestine ne sera pas libérée par des résolutions, mais sur le terrain, par nos forces et par la lutte armée».

La Révolution Palestinienne va de l'avant! C'était le titre du forum, un titre conforme à la réalité, malgré les complots. Un double complot, dénoncé par Gilbert Mury, complot de l'impérialisme US mais aussi, complot du social-impérialisme qui manœuvre sur la scène

internationale dans le vain espoir de faire renoncer les Palestiniens à la guerre de libération.

Les problèmes les plus cruciaux sur l'avenir de la Résistance ont été abordés, toujours en partant du point de vue des intérêts de la Révolution Palestinienne. Comme l'a souligné René Rindorf, l'ampleur des complots ne doit pas nous affoler, et la lutte politique qui se mène au sein de la Résistance est comparable à la lutte politique menée sur la ligne à suivre dans chaque guerre de libération, dans chaque révolution. Les capitulards, qui voudraient remplacer le juste objectif du pouvoir national palestinien sur toute parcelle de terre palestinienne libérée (conformément aux décisions du Conseil National Palestinien) par un Etat-croupion, ont peu de chances d'imposer leurs vues aux masses palestiniennes organisées au sein de l'OLP.

Fut aussi débattue la position de Giscard d'Estaing qui, en tant que représentant de l'impérialisme français est fondamentalement opposé à la libération des peuples arabes mais est obligé de tenir compte du poids de la Révolution Palestinienne dans la situation au Moyen-Orient, où il veut défendre ses propres intérêts.

Le forum s'est achevé sur un appel à rejoindre les CIP et à assister à la projection du dernier montage-diapos sur la Résistance Palestinienne.



Résistance

Aux murs, des panneaux retracent la lutte du peuple français contre l'occupant nazi: les premiers tracts, les journaux du PCF qui circulaient malgré la répression encourue. Les affiches mettant en garde contre les indicateurs, dénonçant les collabos... Des tracts, dont on voit qu'ils ont été tirés avec les moyens du bord expliquent comment, même si l'on n'a pas de matériel perfectionné, on peut confectionner des affiches, des tracts, parce que cette tâche est nécessaire pour le renforcement de la Résistance. Tous ces documents retracent les progrès de la lutte, jusqu'à une affiche appelant à l'Insurrection de Paris. Ce matériel clandestin, efficace, dont la possession faisait risquer les tortures et la mort, était passé de la main à la main, collé avec la plus grande prudence. Ces succès suscitaient la colère de l'occupant dont on voit, toujours dans l'exposition, les infâmes torchons, les affiches: journaux collabos, appelant à faire confiance à l'Allemagne, affiches dénigrant les résistants, comme la célèbre «Affiche Rouge» avec les photos des membres du réseau international de Manouchian assassinés, que les fascistes présentent comme une bande de meurtriers. D'autres panneaux montrent la vie des masses: les files d'attente devant les magasins, les

tickets de rationnement, les bombardements, les procès d'otage...

Le débat commence. De nombreux résistants entourent André Roustan, président de notre Parti. Terray, organisateur des grèves de mineurs dans le Nord, un camarade du Doubs, ancien déporté qui a tenu à venir bien qu'il soit malade, Gilbert Mury, Maurice Clavel... Ils rappellent comment la Résistance était née du peuple, protégée, renseignée par lui. Ils dénoncent la campagne actuelle de la bourgeoisie pour tenter de réhabiliter les collabos, en particulier les films comme «Portier de nuit» et «Lacombe Lucien». Elle voudrait faire croire que c'est par hasard qu'on devenait Résistant ou collabo. Ce sont des milliers de résistants qui ont décidé de ne reculer devant rien pour libérer le pays, qui se sont battus pour chasser l'occupant. Jusqu'au bout, même dans les prisons, même dans les camps d'extermination, la lutte, l'organisation continuaient, comme l'a expliqué l'intervention d'André Roustan: contre-offensive pour empêcher l'ennemi de saper le moral des prisonniers, préparation de l'insurrection victorieuse des déportés de Buchenwald...

Dans la salle, beaucoup de jeunes, mais aussi d'anciens résistants. Pour tous, une question: comment Thorez a-t-il fait rendre les armes, comment le Parti des Fusillés a-t-il dégénéré au point de contribuer, dès la guerre finie, au relèvement de l'économie bourgeoise! Comment ce parti en est-il arrivé à mettre à sa tête un collaborateur de la première heure! Les anciens du PCF, qui ont suivi cette évolution de l'intérieur, qui, comme notre camarade André Roustan, ont finalement été exclu parce qu'ils refusaient la ligne de trahison de ce parti, expliquent comment, faute d'avoir voulu lier la lutte contre l'occupant à la Révolution prolétarienne, le PCF a laissé la bourgeoisie confisquer les efforts, les sacrifices accomplis par les travailleurs dans la lutte de libération. D'anciens résistants, toujours membres du PCF sont allés voir André Roustan à la fin du débat pour affirmer leur accord avec ces explications.

Riche expérience de la Résistance, transmise par des hommes qui l'ont faite et qui continuent à aider la jeune génération à comprendre la nature du révisionnisme et qui continuent à nos côtés la lutte contre l'oppression capitaliste.

Justice

A la tribune, avec un camarade du Parti, M. et Mme Dewevre, un membre du Comité Vérité Justice de Bruay-en-Artois. Le débat a d'abord retracé à travers l'expérience de M. et Mme Dewevre, le travail du Comité Vérité Justice, et les témoignages de la salle, de nombreux exemples montrant comment la justice bourgeoise est conçue, organisée pour empêcher à une personne du peuple de faire aboutir une plainte et ce, d'autant plus quand elle vise une personne de la bourgeoisie ou l'organisation au service du capitalisme de la société. Ainsi, on a pu voir concrètement comment, dans l'affaire de Bruay-en-Artois, le juge Pascal a été démis de ses fonctions au moment où l'enquête mettait en cause ouvertement des personnes de la classe bourgeoise... Ainsi, on a pu voir sur un cas précis à Roubaix les obstacles sans nombre mis sur le chemin d'un travailleur immigré, victime d'un attentat raciste pour obtenir de la justice bourgeoise le châtiement des coupables (qui avaient été arrêtés) et un dédommagement pour se soigner.

En même temps le débat a bien mis en lumière le caractère expéditif et extrêmement lourd des jugements prononcés à l'égard des gens du peuple qui sont «accusés»: comme cette femme, Mme GARRAUD, mère de 15 enfants, ancienne résistante et déportée qui a été condamnée à 10 mois de prison ferme pour une «escroquerie» de 900 Francs; alors que les exemples ne manquent pas de patrons, notaires... qui obtiennent le sursis avec des escroqueries se montant à des dizaines de millions; comment cet industriel de Besançon qui fut cité: 6 mois de prison avec sursis pour

une fraude de 58 millions! Il a clairement été montré combien le mécanisme de la justice (prendre un avocat, déposer une plainte, secret de l'instruction...) sont efficaces pour impulser une justice bourgeoise, et que si quelqu'un de l'intérieur tente de contester le système il est aussitôt mis à l'écart, sanctionné...

Comment lutter contre la justice bourgeoise? Le débat, avec l'expérience du Comité Vérité Justice de Bruay-en-Artois, a bien montré que s'il est illusoire de croire que l'on peut changer la justice bourgeoise sans changer la société, il est possible d'imposer des reculs. Pour cela deux conditions: apprendre à connaître les moyens dont dispose la justice, leurs limites, les contradictions qui la traversent et s'appuyer sur la frange des membres de l'appareil judiciaire prêts à la dénoncer; d'autre part et surtout, mobiliser les masses, leur montrer sur des exemples qui les touchent les rouages de la justice, la caractéristique de classe de son fonctionnement, et contraindre par de telles mobilisations la bourgeoisie à des reculs précis.

Enfin, le débat a abordé tout ce que la justice bourgeoise ignore, mais qui n'en sont pas moins des atteintes à la vie des travailleurs: c'est par exemple le cas des accidents du travail; là-dessus aussi, la mobilisation des masses et possible, là aussi, il est nécessaire de montrer qu'en taisant ces problèmes, la justice est une justice de classe. L'expérience du tribunal populaire sur les mineurs tenu à Lens il y a plus de trois ans, qui a été rappelée dans le débat, illustre bien que c'est une forme de mise en accusation de la justice bourgeoise.

Jeunes

A la tribune: autour du camarade qui animait la discussion, un jeune camarade ouvrier de chez Sacilor, un étudiant. Dans son intervention, le camarade explique en quoi la création de l'organisation de la jeunesse communiste est aujourd'hui plus que jamais nécessaire, en quoi elle est rendue possible par la progression du mouvement de la jeunesse d'une part et par l'avancée des marxistes-léninistes dans leur liaison avec la classe ouvrière d'autre part.

Dans la salle, où il n'y a déjà plus de places assises, des jeunes, élèves des CET ou lycéens, ouvriers et étudiants, des familles venues avec leurs enfants, poseront question sur question et bientôt, le débat démarrera non seulement entre la tribune et la salle, mais entre les participants eux-mêmes donnant lieu à un véritable échange d'expériences révolutionnaires. «Comment lutter contre le point de vue bourgeois dans les cours?» interroge un lycéen. Dans la salle, un camarade de Sarcelles explique comment les contre-cours ont été organisés dans son lycée. «Et les zonards, qu'est-ce que vous en pensez?» A la tribune, le camarade explique que si certains jeunes désœuvrés refusent parfois de prendre un travail définitif en vivant au jour le jour, ce n'est pas simplement à cause du chômage, mais aussi en raison de la faillite des perspectives que la bourgeoisie offre aux jeunes. Cependant il constate que le chômage actuel, dans sa région, a plutôt tendance à restreindre ce phénomène et que lorsque un jeune trouve du travail, il est bien rare qu'il le quitte lui-même. D'autres questions sont alors posées: «Les communautés, le travail des étudiants dans les facultés...» «Mais l'UNCAL est quand même très active dans les lycées?» interroge une mère de famille. La réponse vient de la salle: un lycéen explique

comment dans son lycée, le conseil d'administration est boycotté par les délégués de la grande majorité des élèves, sauf par deux militants d'extrême-droite et deux militants de... l'UNCAL, un autre lycéen rappelle comment l'an passé l'UNCAL a tenté de saboter les manifestations lycéennes en appelant à une manifestation la veille de celle prévue par les lycéens eux-mêmes et comment cela s'est soldé par un échec cuisant pour cette organisation révisionniste.

«Est-ce qu'en créant des cercles jeunesse, on ne risque pas de faire de la jeunesse quelque chose à part, de la marginaliser?» De la tribune, le camarade montre en quoi la jeunesse, elle aussi, est traversée par la lutte de classe et qu'il ne s'agit nullement pour le Parti de considérer la jeunesse comme un bloc uni, mais qu'il est cependant nécessaire que la jeunesse ait son organisation propre en relation avec son travail spécifique et ses possibilités particulières (disponibilité, dynamisme, etc...) Des questions, il y en aura beaucoup, et le temps imparti sera juste suffisant pour répondre à chacun.

En conclusion, le camarade qui animait le forum présentera toutes les perspectives d'une organisation révolutionnaire de la jeunesse et appellera à la formation de cercles jeunesse partout où c'est possible en montrant en quoi la jeunesse communiste c'est véritablement l'école du communisme.

LA SUITE DU COMPTE-RENDU
DES AUTRES FORUMS SERA
DONNÉE DANS LE PROCHAIN
NUMERO

de la Bastille au Père Lachaise PLUSIEURS MILLIERS DE PERSONNES MANIFESTENT A L'APPEL DU P.C.R. (m.l.)



Le début de la manifestation...

Plusieurs milliers de personnes ont répondu avec enthousiasme à l'appel du P.C.R. (m.l.) pour la manifestation de dimanche matin. «1700 F tout de suite», ce mot d'ordre, rendu populaire par les postiers depuis deux semaines, sera maintes fois lancé par les postiers marxistes-léninistes regroupés derrière leur banderole et largement repris par le cortège et tous ceux qui s'y étaient joints, montrant ainsi à quel point ce mot d'ordre correspond aux aspirations des travailleurs. «Non aux licenciements». Si pour les travailleurs de Lip, Râteau, Saviem, Moulinex, présents à la manifestation, ce mot d'ordre pour lequel ils ont lutté et qu'ils ont enrichi de leur expérience, prenait un sens tout particulier; à tous, il rendait présentes les luttes d'aujourd'hui: Néogravure, Titan-Coder, Faulquemont...

De la Bastille au Mur des Fédérés, ce parcours riche de l'histoire de notre peuple, voyait défiler côte à côte vétérans des Brigades Internationales et des Francs Tireurs Partisans, à la tête desquels le président de notre Parti, André Rouston, et tous ceux qui par

les luttes exemplaires qu'ils avaient menés, sont là pour prendre la relève. Aussi, alors que le XXI^e Congrès du P.C.F. montre plus que jamais le caractère bourgeois de ce parti, le mot d'ordre «Non, la Commune n'est pas morte - P.C.F. trahison - P.C.R. vaincra!» repris avec force, montrait la détermination révolutionnaire des manifestants.

«Proletaires de tous pays, peuples et nations opprimés, Unissez-vous», la banderole de tête, précédée par un immense drapeau rouge à l'emblème du Parti, soulignait le caractère internationaliste de la manifestation.

Immédiatement derrière la banderole «Pour le pouvoir des ouvriers et des paysans» indiquait le mot d'ordre stratégique de notre Parti pour la Révolution en France. Suivaient de nombreuses délégations de Fédérations et sections du Parti: celles du Rhône, de Basse-Normandie, du Nord... Le cortège de la fédération de Paris voyait ses rangs grossir tout au long du trajet, preuve que nos mots d'ordre: «A la bourgeoisie de payer la crise», «Halte au chantage à la pénurie» rencontraient un large écho auprès des travailleurs présents le long du parcours.

Chaque cortège, s'il reprenait, l'ensemble des mots d'ordre, avait les siens propres qui mettaient l'accent sur autant de préoccupations particulières: le cortège des CACF avec ses banderoles: «Levée immédiate de l'arrêt de l'immigration», «liberté d'entrée pour les familles» voyait de nombreux travailleurs immigrés rejoindre ses rangs, le cortège des CIP, d'où émergeaient les drapeaux des peuples en lutte, Viet-nam, Chili, Palestine, Guinée affirmait bien haut «la guerre du peuple est invincible». «A bas l'impérialisme français». Et les jeunes communistes, eux, derrière leur banderole, «En avant vers la création de l'organisation communiste de la jeunesse» seront bientôt rejoints, rue de la Roquette, par des élèves de CET du quartier et d'autres jeunes.

Sur les trottoirs, les réflexions des travailleurs témoignent de la justesse des mots d'ordre lancés: «1300 F par mois c'est dérisoire», «les postiers, ils tiennent bon, ils ont raison», et nombreux étaient ceux qui suivirent la manifestation un moment, prenant connaissance du Rassemblement Communiste et se promettant d'y aller, comme cet ouvrier de Citroën que nous avons retrouvé l'après-midi à la Mutualité.

Cloturant le cortège, les délégations étrangères, les étudiants iraniens venus nombreux crier leur haine du régime fasciste du shah, les camarades belges qui ont participé aux luttes des dockers à Anvers sont là également à côté des délégations des camarades italiens...

A la fin de la manifestation, au Père Lachaise, les délégations, au fur et à mesure se plaçaient en demi-cercle et un camarade prit la parole, rappelant le sens de la manifestation et soulignant son succès.

Une délégation du Parti et des organisations étrangères porta un gerbe au Mur des Fédérés «Gloire immortelle aux héros de la Commune de Paris» disait cette gerbe dédiée par le P.C.R. (m.l.) à ceux qui ont montré la voie aux prolétaires du monde entier et dont nous reprenons le flambeau «La commune sera vengée» avons-nous scandé, avant d'entonner l'Internationale le poing levé.

...et la fin



extraits de l'intervention contre l'impérialisme et le social-impérialisme

A BAS LES DEUX SUPER-PUISSANCES! A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS!

Le système impérialiste mondial est aujourd'hui dominé par deux grandes puissances qui rivalisent entre elles pour assurer leur hégémonie sur de vastes régions du monde et qui s'entendent pour tenter de contenir l'essor de la révolution mondiale; Il n'est pas aujourd'hui de régions du monde où l'une ou l'autre des super-puissances n'essaie de pénétrer en utilisant tous les moyens pour assujettir les peuples ou les pays à leur domination. Mais aujourd'hui, si nous devons être vigilants face au danger d'une nouvelle guerre mondiale, nous savons que la tendance principale c'est la révolution. En effet, nous nous trouvons dans une période de grands bouleversements révolutionnaires. Dans cette période de déclin de l'impérialisme mondial, ce sont les peuples révolutionnaires, les nations opprimées, les pays dominés qui ont l'initiative. Les trois grandes composantes de la révolution mondiale: la lutte révolutionnaire du prolétariat dans les pays capitalistes et révisionnistes, la lutte de libération nationale des peuples opprimés, le mouvement de consolidation de la dictature du prolétariat dans les pays socialistes, convergent dans une lutte sans merci au bout de laquelle se situe l'avenir nouveau de l'humanité qui sera construit sur les ruines de l'impérialisme.

L'impérialisme US, puissance montante dans l'entre deux guerres, a tiré un bénéfice considérable de la seconde guerre mondiale. Il est devenu à partir de 1945 la première puissance impérialiste, qui est venue remplacer dans de nombreuses régions du monde d'autres impérialismes affaiblis, comme l'impérialisme anglais ou l'impérialisme français. Il est devenu le gendarme des peuples, la tête de pont de la lutte contre le camp socialiste. Il a étendu sa présence à de très nombreux pays du tiers monde et il a également tenté de placer l'Europe capitaliste sous sa domination. (...) Jusqu'en 1953, du vivant de Staline, l'Union Soviétique fut le principal rempart contre cette grande puissance agressive. Le pacte de Varsovie, la constitution de la RDA, l'établissement du camp socialiste furent autant de réponses et de défis lancés à la face des impérialismes américains.

L'Union Soviétique est restée debout face aux menaces extérieures. Mais le pouvoir prolétarien qui avait résisté à tant d'assauts extérieurs, a succombé après la mort de Staline aux assauts intérieurs de la nouvelle bourgeoisie soviétique. Incapable de détruire par la violence le

socialisme, la bourgeoisie l'a détruit pacifiquement.

Et sous l'impulsion de Kroutchev et de ses successeurs, Brejnev, Kossiguine, l'Union Soviétique, la patrie de Lénine et de Staline, s'est engagée rapidement dans la voie de restauration du capitalisme et de l'établissement d'un nouveau système impérialiste.

Les faits sont là qui montrent, sans aucune contestation possible que l'Union Soviétique est une puissance capitaliste. Les faits sont là, irréfutables qui démontrent que l'Union Soviétique est en même temps un pays impérialiste, l'asservissement économique et militaire des pays du Comecon dont les matières premières sont extorquées à bas prix par l'URSS et qui sont contraints d'acheter les produits de l'industrie soviétique, la présence de travailleurs immigrés en URSS (notamment 20.000 Bulgares qui travaillent en Sibérie) la pratique des prêts sous condition et à des taux usuraires, les tentatives d'étranglement de l'Albanie, l'agression en Tchécoslovaquie, l'agression contre la Chine, le dépeçage du Pakistan, le soutien apporté à Lon Nol au Cambodge, l'appui aux réactionnaires indiens, le sabotage de la grève des mineurs des Asturies par l'intermédiaire du charbon polonais, les tractations avec l'impérialisme US, l'établissement de bases navales dans l'Océan Indien, en Méditerranée, les atteintes à la souveraineté des pays dans leurs eaux territoriales, la reconnaissance de l'état sioniste et l'appui incomparable qui lui est apporté par l'émigration annuelle de 70.000 juifs d'URSS.

Puissances dominantes, les USA et l'URSS tentent sans cesse de remettre en cause, chacune à son profit, l'équilibre fragile basé sur l'actuel partage du monde (...)

Mais face à l'hégémonisme pratiqué par les super-puissances les pays du Tiers Monde s'organisent et luttent (...)

Aujourd'hui, la plupart des pays du tiers monde ont conquis l'indépendance politique et les pays qui sont encore dans un état de dépendance néo-coloniale sont amenés à s'opposer de plus en plus à la domination impérialiste. Par exemple dans leur lutte contre le sionisme et l'impérialisme, les pays arabes ont pris l'initiative de se servir du pétrole comme d'une arme. Ceci est très important. C'est un encouragement pour les pays du tiers-monde détenteurs de matières premières à se regrouper et s'organiser contre le pillage impérialiste pour

vendre à un prix plus juste leurs richesses naturelles (...)

Mais si les super puissances se disputent partout dans le monde, l'enjeu stratégique de leur rivalité c'est l'Europe (OTAN, Pacte de Varsovie) elles concentrent dans le continent une énorme quantité d'armement: 45.000 blindés pour l'URSS, les 3/4 des missiles de moyenne portée braqués sur l'Europe, 300.000 soldats pour les USA, des milliers de chars, d'avions, de navires de guerre. Du fait de son passé colonial, de son potentiel économique et humain, on conçoit que l'Europe soit un enjeu de taille pour les super-puissances (...)

Les pays d'Europe capitaliste et le Japon constituent le second monde, c'est à dire une zone intermédiaire qui entretient des rapports d'unité et de lutte avec le premier monde (les super-puissances) et le tiers monde. Leur nature impérialiste tend à rapprocher ces pays des super-puissances et particulièrement en ce qui concerne l'impérialisme français de l'impérialisme US.

La volonté d'hégémonie des super-puissances sur le second monde peut conduire ces pays à prendre sur des points précis des positions convergentes avec les positions des pays du tiers-monde, par exemple sur la question de la Méditerranée, des pays comme la France et l'Algérie peuvent trouver un intérêt commun à s'allier contre la présence des flottes des super-puissances, facteur permanent d'insécurité de cette région du monde.

Mais s'il n'est pas possible de définir pour notre révolution une ligne stratégique qui ne tienne pas compte de l'insertion de la France dans le monde, avec ses contradictions, avec les rapports de force existants, il n'est guère possible non plus, sous prétexte de lutte contre les super-puissances, de mettre au second plan la lutte contre l'impérialisme français qui est la cible de notre révolution, l'ennemi que nous devons abattre pour instaurer le pouvoir des ouvriers et des paysans. Tenir compte, certes, des contradictions, secondaires, qui opposent l'impérialisme français aux super-puissances, mais s'en servir comme d'une arme supplémentaire pour abattre notre ennemi, telle doit être la ligne de conduite des marxistes-léninistes authentiques.

Certains dans le passé proposaient au prolétariat de s'allier avec la bourgeoisie française contre l'impérialisme US, d'autres aujourd'hui proposent au prolétariat d'atténuer sa lutte

contre l'impérialisme français sous prétexte d'opposition au social-impérialisme; la logique de telles positions conduit à saluer la rencontre de Giscard d'Estaing et du Shah d'Iran comme un fait positif. L'histoire a rejeté les premiers, l'histoire qui se répète toujours selon le mot de Marx - à la manière d'une comédie - balayera les seconds.

Voudrait-on nous faire oublier que l'impérialisme français est aujourd'hui le second marchand d'armes mondial? Voudrait-on nous faire oublier qu'en plus des colonies qu'il maintient aux Antilles, à Djibouti, à la Réunion, il garde un vaste empire néo-colonial en Afrique? Voudrait-on nous faire oublier que l'impérialisme français reconnaît le régime de Saïgon, qu'il s'est récemment opposé à l'exclusion de l'Afrique du Sud de l'ONU, le vote de la France à l'ONU en faveur de l'OLP ne doit pas faire illusion: Sauvagnargues est allé renouveler en Israël les contrats commerciaux qui lient la France à l'état sioniste et qui, même à l'époque de l'embargo, ont toujours permis à Israël d'avoir des armes d'origine française.

Ce qui a changé aujourd'hui, c'est que l'impérialisme français ne peut plus prétendre jouer les tous premiers rôles sur la scène mondiale. Des rapaces aux dents plus longues le précèdent sur de nombreux marchés. Nous ne pouvons que nous réjouir de cette situation qui est un facteur de faiblesse supplémentaire pour l'impérialisme français. Nous devons en tirer parti pour renforcer notre lutte contre notre propre impérialisme.

Aux côtés des peuples du monde en lutte, contre l'impérialisme et le social-impérialisme, abattons l'impérialisme français, continuons la lutte pour l'instauration dans notre pays du pouvoir des ouvriers et des paysans, pour l'indépendance immédiate des colonies, pour une indépendance réelle des néo-colonies.

A BAS L'IMPERIALISME US
A BAS LE SOCIAL IMPERIALISME SOVIETIQUE
A BAS L'HEGEMONISME
VIVE LA LUTTE DES PEUPLES DU TIERS MONDE
A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS
VIVE LE POUVOIR DES OUVRIERS ET DES PAYSANS
PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, PEUPLES ET NATIONS OPPRIMÉS, UNISSEZ-VOUS.

AIX: CRIMES DU CAPITAL

4 ouvriers immigrés asphyxiés dans leur logement

La bourgeoisie a montré une fois de plus qu'elle est prête à faire subir l'exploitation jusqu'à ce que mort s'en suive. En effet, dans la nuit du samedi 26 au dimanche 27, 4 travailleurs tunisiens LAZA, RABAH, BEL KACEM, MABROUK-BOULAMI sont morts asphyxiés par le gaz d'un chauffe-eau en piètre état. A plusieurs reprises, ils avaient demandé au propriétaire d'effectuer des réparations sur l'installation de chauffage. Dès le lendemain de l'accident celui-ci a jugé indispensable de faire des réparations. Toute la journée un chantier réparait les tuyauteries. On connaît les conditions de vie et de logement que les travailleurs immigrés doivent subir et on sait que la liste est longue de ceux qui ont perdu la vie au service du patronat français.

Cette «lamentable affaire dans laquelle ont péri 4 malheureux» titrait «le Provençal» de Deferre. «Un horrible drame» selon «la Marseillaise», le quotidien révisionniste. Mais c'est bien un crime du capital. Face à ce crime honteux les travailleurs immigrés d'Aix se sont organisés et ont riposté tout de suite. Ils ont obligé un représentant du consulat tunisien à venir sur les lieux. Ils l'ont hué quand il est arrivé, certains lui ont même craché dessus.

chatiment des flics "ratonneurs" de bagnoux!

Au procès des «ratonnades» policières de Bagnoux, 12 policiers sont poursuivis pour infraction à la loi «anticasseurs»: l'affaire remonte au 24 avril 72! Ce jour-là, deux inspecteurs du commissariat de Sceaux (dont Bagnoux ne dépend pas!) provoquent une bagarre avec un algérien. Au commissariat de Sceaux, tous les inspecteurs reçoivent cette consigne: «Après le service, à 19 heures, on aura besoin de vous.» Couverts par «l'autorité» du commissaire principal, lui-même sous les ordres de l'inspecteur divisionnaire, cette meute raciste se livre à une «expédition» punitive: tout est cassé. Avec leurs matraques, ils se livrent au saccage de toutes les pièces, renversent et vidant les meubles, brisent les vitres, retournent les lits. Les vêtements des locataires du pavillon sont détruits. Après ces exploits, les flics emmènent toute la famille de Mehdaoui et les locataires, menottes aux mains, sous une pluie de coups et d'injures racistes. A l'interrogatoire, les brutalités continuent. Voilà ce dont sont capables les flics. Au procès, les flics ont tout nié. Les saccages? «C'est un désordre dû à une certaine manière de vivre!» Les coups? Ils n'ont rien fait,

pourtant un jeune algérien a eu un tympan crevé par une giflle! Comment s'étonner, devant la colère des travailleurs de Bagnoux, devant la répétition de ces scandales, que la bourgeoisie en vienne à inculper des membres de sa police? Récemment encore, deux flics de Marseille, responsables de l'assassinat d'un jeune algérien pendant la campagne raciste d'août 73 ont été arrêtés. La raison de ces procès est évidente: il s'agit de redorer le blason de la police en faisant semblant de l'épurer de ses «brebis galeuses», de ses «policiers indignes!» Toute la bourgeoisie, y compris les révisionnistes, essaie de faire croire que le rôle de la police est de protéger les citoyens, et qu'il suffit pour qu'elle retrouve son honneur, d'en écarter ceux qui se livrent à des sévices. Mais il ne faut pas se boucher les yeux! A supposer que cette équipe soit officiellement punie (quitte à être remise en liberté très vite), comme elle le mérite, des centaines de crimes racistes contre des algériens dans les commissariats entre autres, restent impunis, parce que la police couvre les assassins, ne fait pas d'enquête. Car son rôle n'est pas de protéger les travailleurs, dans cette société. La

police est là pour les opprimer, pour faire régner la terreur fasciste sur les travailleurs immigrés. La justice également, qui a deux poids deux mesures, comme le prouve une fois de plus le jugement que vient de rendre le tribunal de Versailles, condamnant un travailleur nord africain, pour une bagarre, à 13 mois de prison avec sursis, alors que ceux qui, pour se venger, ont fait la tournée des cafés fréquentés par les travailleurs immigrés, en tenue de para, armés de fusils, manifesté en criant des slogans racistes, étaient prêts à détruire le bidonville d'Orsay à coups de cocktails Molotov, ceux-là n'ont eu que des amendes légères!

Dénonçons dans ces procès leur fonction de replâtrage de la police, où la défense, le ministère public et la partie civile sont tous d'accords pour rendre un hommage au «grand corps sain qu'est la police!» En réalité, comme le dira un flic inculpé pour se justifier: «C'est une descente d'hôtel normale, comme nous en faisons des dizaines.» A bas la Police et la Justice bourgeoises! Chatiments de tous les assassinats racistes!

TRAVAILLEURS FRANÇAIS IMMIGRES MEME PATRON, MEME COMBAT

DES LOGEMENTS CORRECTS POUR TOUS

ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET

la main dans le sac siegel et europe n 1: toute peine mérite salaire

Directeur général d'Europe n°1 depuis 1961, Siegel vient d'être démis de ses fonctions... Du fait du relâchement dans le ton des informations, «du ton persifleur des journalistes d'Europe n°1 à l'égard du pouvoir», affirme-t-on de part et d'autre, et on avance l'hypothèse d'une reprise en main d'Europe n°1 par les giscardiens. Ceux-ci en ont les moyens puisque l'Etat, par l'intermédiaire de la SOFIRAD contrôle 37% des actions d'Europe n°1. Bien qu'Europe n°1 n'ait pas été particulièrement gaulliste, il y a sans doute anguille sous roche. L'éviction de Siegel a donné lieu à quelques accrochages entre UDR et RI à l'assemblée nationale. Ces accrochages ont eu au moins le mérite de mettre à jour le traitement dudit Siegel... une bagatelle de 11 millions d'anciens francs par mois: «pour l'ensemble de ses activités dans le groupe Europe n°1». En effet, ce Siegel en plus du poste de directeur général d'Europe n°1, est aussi PDG de DiscAZ et Discodis, filiales d'Europe n°1, fabriquant et distribuant les disques AZ. De surcroît, sa retraite forcée sera aussi une retraite dorée, puisque lui seront versées, «du fait de son ancienneté» 250 à 300 millions d'indemnités... Gageons que son successeur ne crèvera pas de faim non plus.

La polémique UDR - RI autant que les traitements de Siegel montrent tout le «sérieux» des affirmations, de nos gouvernants sur la «Liberté de l'information», et l'activité «désintéressée» de leurs informateurs, «au service de l'auditeur!»

publicité d'état pour l'humanité

«Publicité d'Etat dans l'Humanité: désormais, plus d'obstacle officiel» titrait «l'Huma» du 29 octobre. Après avoir rappelé la discrimination dont il faisait l'objet à cet égard, l'organe central révisionniste se réjouit que «les nouvelles conditions politiques» aient conduit le pouvoir à modifier son attitude. L'Huma distingue deux formes de publicité d'Etat: une «neutre» comme... la Loterie Nationale et celle qui relève «indirectement de la propagande du gouvernement en place». Faut-il refuser cette dernière? Pas du tout, parce que, explique «l'Huma», cela permettrait au pouvoir «de justifier les préjudices antérieurs» et «d'en profiter pour refuser ou restreindre la publicité qu'ils doivent normalement nous accorder... Quant aux lecteurs «leur bon sens empêchera toute équivoque.» Après avoir ouvert à plein les colonnes de «l'Humanité» et les stands de la fête du même journal à la publicité capitaliste, voici que le parti révisionniste accueille les autres formes de publicité que la bourgeoisie veut bien lui accorder. Quelle est cette publicité qui relève «indirectement de la propagande du gouvernement en place?» C'est par exemple la publicité pour les matériaux isolants qui doivent économiser l'énergie, une publicité destinée à habituer la population à l'idée de pénurie, de crise, l'habituer à se serrer la ceinture. En tant que candidats à la gestion future de l'Etat capitaliste, les révisionnistes du P.C.F. se préparent: lorsqu'ils seront le «gouvernement en place», la publicité

«relevée indirectement de la propagande du gouvernement en place» qui passera dans «l'Huma», sera du même tabac qu'aujourd'hui.

cardoze: l'huma et le congrès de l'ujp.

Cardoze, journaliste à «l'Humanité», fait dans le numéro de ce journal du 28/10, le compte rendu du Congrès de l'UJP. Il relève «l'incompatibilité» dénoncée par de nombreux délégués «entre les principes du gaullisme et la politique actuelle du gouvernement. Puis, il se félicite de n'avoir rencontré chez ces jeunes gaullistes qu'un «anticommunisme minoritaire», car, déclare-t-il: «Ceux qui ont critiqué (...) les contacts noués avec la JC n'ont pas recueilli l'approbation que leur vocabulaire grossièrement anticommuniste aurait suscité il y a encore un an». Et, à l'appui de sa thèse, il cite Fasseau, dirigeant de l'UJP qui déclare quant à lui: «Il est facile de faire vibrer une salle sur l'anticommunisme... Mais j'ai toujours pensé que le communisme devait se combattre sur le plan des idées...» Et Cardoze applaudit des deux mains! Un réel progrès, on va se retrouver entre «démocrates». L'aspect «démocratique» selon Cardoze du Congrès de l'UJP lui a d'ailleurs beaucoup plu. En vérité, l'UJP, en matière d'anticommunisme, loin d'avoir opéré un changement de fond comme voudrait le faire croire Cardoze, n'a effectué qu'un changement de forme. On peut en dire autant du P.C.F. qui avec des variantes nouvelles, reste fidèle à son orientation déjà ancienne de trahison sur toute la ligne des principes communistes.

giscard et le bénévolat

Le secrétaire d'Etat à l'action sociale a présenté un projet au Conseil des ministres, que celui-ci a aussitôt approuvé. Le projet vise à «développer la participation bénévole des citoyens à diverses tâches de l'action sociale, d'une part, et d'autre part, à améliorer les rapports entre l'Etat et les associations privées en ce domaine.»

Ce projet porterait sur trois points principaux: - L'accueil-orientation (aider certaines personnes à remplir leurs papiers, dossiers sociaux, etc...), la garde des enfants scolarisés (par des bénévoles dans les locaux scolaires entre 17 h et 19 h) et l'animation d'activités pour les personnes âgées. Il s'agit pour le gouvernement de tenter de remplacer dans certains secteurs sociaux, les travailleurs par des volontaires.

Giscard a bien sûr pris soin de déclarer: «il ne s'agit en aucune manière de substituer le volontariat aux fonctions assurées par les travailleurs de l'action sociale», mais ses paroles sonnent faux alors que dans la santé publique, il faudrait créer des milliers de postes pour subvenir aux besoins, alors que, déjà des auxiliaires, des élèves-infirmières, doivent faire le travail de titulaires tandis que l'Etat et les patrons refusent les moyens d'une amélioration de l'existence des masses tels que la construction de crèches en nombre suffisant, etc...

Cette fois-ci, Giscard après avoir troqué la jaquette pour le complet veston, se parera-t-il de la blanche cornette?

grande scynthe: les habitants de la cité engagent la lutte sur le front de la santé

A Grande-Synthe, cité-dortoir d'Usinor, où logent 25 000 personnes, aucun équipement collectif n'est prévu: les transports pour le centre ville sont rares et s'arrêtent à 20 h le soir, il n'y a pas de distractions pour les jeunes (ni cinéma, ni salles de danse), pas d'emploi pour les femmes qui vivent pour la plupart au rythme des postes à Usinor, et pas d'équipements hospitaliers. Lorsqu'un accident se produit (et dans cette cité où les jeunes enfants sont nombreux et ne disposent que de rares terrains de jeux, les accidents de la route sont fréquents) il faut recourir à une ambulance privée ou à un taxi ou bien à l'aide bénévole d'un voisin. Pas de maternité non plus, or le taux de natalité y est très élevé: 30 pour mille au lieu de 17 pour mille en moyenne en France.

Un projet d'hôpital a été approuvé au niveau régional l'an dernier mais le ministère de la santé le refuse au profit d'une polyclinique privée.

Immédiatement la population s'organise: un comité de défense se constitue. Premier recul de la bourgeoisie: la polyclinique sera gérée par une société «à but non lucratif»; toutefois elle supprime des lits en chirurgie et refuse la maternité, car les chirurgiens opérant à la polyclinique veulent se réserver les secteurs chirurgie et maternité pour ouvrir une clinique privée à leur profit.

Des pétitions circulent alors partout en ville et sur les lieux de travail et sont largement signées par les masses.

Deuxième recul de la bourgeoisie: les

lits de chirurgie sont accordés mais toujours pas la maternité. Le comité de défense lance alors le mot d'ordre de manifestation publique dans les rues de Grande-Synthe pour le 26 octobre après midi.

Le P.C.R. (ml) diffuse un tract appelant à la manifestation, ce tract est bien accueilli par la population de Grande-Synthe surtout par les femmes qui expriment leur indignation: «ça ne peut plus durer» samedi après midi, 600 personnes ont défilé pendant deux heures sous les banderoles et les panneaux: «médecine de rendement = médecine bâclée», «la santé des ouvriers passe avant les profits», «nous voulons des équipements collectifs». La mobilisation est très forte. La lutte continue.

Correspondant

Pour que paraisse, le 1er Septembre 1975, un quotidien communiste je souscris dès aujourd'hui, un abonnement à :

FRONT ROUGE QUOTIDIEN

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> 1 an
250 F | <input type="checkbox"/> 1 mois
30 F |
| <input type="checkbox"/> 6 mois
150 F | <input type="checkbox"/> Je
souscris |
| <input type="checkbox"/> 3 mois
80 F | |

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

L'expansion pour les capitalistes, c'est le chômage pour les travailleurs

par Frédéric MONTAGNET

Au mois de septembre, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites s'est accru, atteignant le chiffre officiel de 534300. Il s'agit des demandes recueillies par l'Agence Nationale pour l'Emploi.

De fait, le nombre réel des chômeurs est bien supérieur à 534300. En effet, ne s'inscrivent en général dans les bureaux de chômage que ceux qui ont droit, soit à la sécurité sociale, soit à l'allocation de chômage. Or pour avoir droit à l'allocation de chômage il faut

● ou bien avoir travaillé pendant six mois

● ou bien avoir 17 ans, terminé ses études depuis moins d'un an, être inscrit comme demandeur d'emploi depuis 6 mois, et être titulaire d'un diplôme: licence, études techniques ou centre professionnel.

De nombreux chômeurs préfèrent chercher par leurs propres moyens du travail sans s'inscrire à l'Agence, dans la mesure où ils n'y gagnent en général pas grand chose. C'est le cas en particulier des jeunes travailleurs qui, pour leur immense majorité, n'ont pas droit à l'allocation de chômage et bénéficient de la sécurité sociale de leurs parents. Pour 1974, c'est une moyenne de 9000 travailleurs de

moins de 25 ans seulement qui bénéficient des aides, pour une moyenne d'environ 100.000 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans par mois.

C'est aussi le cas de nombreux travailleurs immigrés qui ne s'inscrivent pas à l'ANPE, soit qu'ils ne la connaissent pas, soit qu'ils n'y trouvent aucun avantage, soit encore que leurs papiers ne soient pas en règle au regard de la législation bourgeoise. Il s'agit encore de ceux que la bourgeoisie appelle «les chômeurs marginaux» qui n'entrent jamais dans les statistiques publiées; par exemple: ● des femmes travailleuses qui ont arrêté pendant plusieurs années pour élever leurs enfants et cherchent du travail pour les mêmes raisons; ou des femmes qui n'ont jamais travaillé (au sens où l'entend la bourgeoisie) et qui, pour de multiples raisons, en éprouvent aujourd'hui le besoin

● des paysans, hommes ou femmes, qui ne peuvent plus subsister par le travail à la campagne et cherchent un emploi dans l'industrie.

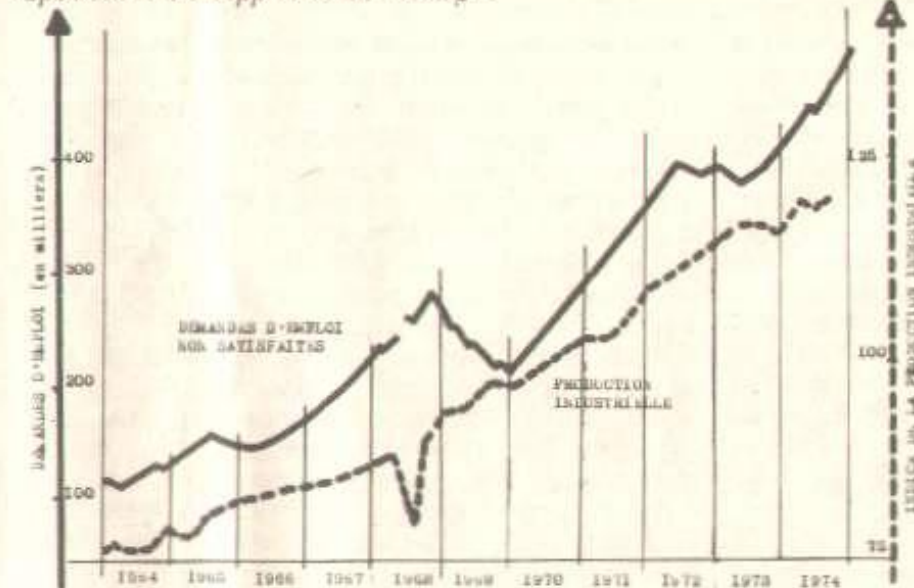
● des travailleurs intérimaires sans travail, qui sont considérés, non comme des chômeurs, mais comme des «travailleurs en attente d'une mission».

En fait, selon un grand nombre d'économistes, pour se faire une plus juste idée du chômage en France, il faudrait multiplier par deux les chiffres fournis par le ministère du travail.

Tous ces chiffres mettent cruellement en lumière l'aggravation pour les travailleurs de la situation de l'emploi, et ce, particulièrement dans la période actuelle. Les nombreuses luttes contre le chômage en témoignent.

Face au développement du chômage, la bourgeoisie s'explique de deux manières: d'un côté elle fait dire par l'INSEE que l'accroissement du nombre des chômeurs recensés n'est pas dû à un accroissement réel du chômage, mais plutôt à une meilleure détection des chômeurs qui auparavant échappaient au recensement de l'INSEE; justifiant cette explication

expansion et développement du chômage ?



par le nombre croissant d'antennes locales d'agences pour l'emploi. Mais d'un autre côté, la presse à grand tirage a, fait inhabituel, titré sur l'augmentation du chômage, annonçant des prévisions noires pour l'emploi. Elle cherche ainsi à alarmer les travailleurs pour rendre plus crédibles les appels à la collaboration de classes: retrouvez vos manches, collaborez avec vos patrons pour éponger leurs difficultés, sinon la société ira à la catastrophe!

Ces arguments de la bourgeoisie sont d'autant plus mystificateurs que l'augmentation du chômage constatée en 1974 s'accompagne d'un taux d'expansion pour l'économie française qui est l'un des meilleurs des économies capitalistes. Ce vieux mythe, expansion - plein emploi ne résiste pas à ces chiffres, ou au graphique que nous publions qui montre sur dix ans comment le chômage s'est développé pendant l'expansion. Ce n'est pas seulement en période de récession que le chômage s'accroît, mais il peut aussi progresser en période d'expansion. Le capitalisme secrète toujours le chômage! Il a mis en place une série de moyens qui lui permettent de gérer, de canali-

ser l'extension du chômage.

- La prime à la mobilité de l'emploi qui veut encourager les jeunes chômeurs d'une région privée d'industrie, à accepter d'être déportés vers de grands centres industriels, Paris, Lyon, Dunkerque, Sochaux, Fos... Ceux-ci, quittant famille, amis, logement... viennent vivre en foyer dans ces grands centres industriels pour plusieurs années.

- un mouvement inverse est aussi développé, avec la prime aux capitalistes pour la création d'emploi dans les déserts économiques. Ces patrons, pour profiter du fort chômage dans ces régions et imposer des salaires de misère installent leur entreprise pour quelques années à un endroit puis démantèlent en réempochant une nouvelle fois la prime.

- la circulaire Fontanet, circulaire de division de la classe ouvrière, permet aussi à la bourgeoisie de réduire ou d'augmenter le quota de travailleurs immigrés en France, lui permettant aussi de moduler le taux de chômage.

- le développement du système des contrats de travail permet d'absorber ou de rejeter «légalement» les travailleurs de l'entreprise.

- Par ailleurs, le patronat développe

des formes nouvelles d'emploi qui lui permettent l'utilisation «plus rationnelle» de la force de travail. C'est ainsi que s'est développé de manière considérable le travail intérimaire (l'auxiliaire dans le secteur public), particulièrement pour la main d'œuvre non qualifiée (manœuvres - OS), souvent directement géré par les entreprises. C'est ainsi que les patrons multiplient les contrats de travail à durée limitée afin de faire passer en douceur les licenciements. C'est ainsi que les entreprises abandonnent aussi certaines activités comme l'entretien des machines par exemple au profit de sociétés spécialisées, la plupart du temps intérimaires.

Aujourd'hui la lutte contre le chômage, passe par la lutte contre tous ces aspects du chômage.

Ce fort taux du chômage, la bourgeoisie compte bien l'utiliser pour faire pression sur les salaires. Loin d'être alarmant pour elle, il lui apporte au contraire un atout supplémentaire pour renforcer l'exploitation des travailleurs.

Une utilisation rationnelle de la Force de travail...

Il n'est pas un expert de la bourgeoisie qui n'affirme, lorsqu'on lui confie un micro ou une seule colonne dans un journal, que l'expansion économique permet le plein emploi.

Faut-il rappeler à ces messieurs (ils doivent tout de même le savoir!) que dans le modèle de planification économique actuellement utilisé dans les ministères (modèle appelé FIF) intervient une relation qui établit un lien direct entre l'augmentation du chômage et la pression sur les salaires et les conditions de travail.

En d'autres termes, si dans son ordinateur tel expert au service de de Wendel introduit l'hypothèse de 12.000 licenciements, celui-ci répond aussitôt: coûts de production diminués, compétitivité accrue!

Extension du chômage partiel

Le chômage partiel s'accroît fortement dans la période actuelle principalement dans l'automobile. Les 30 et 31 octobre, Simca Chrysler a mis au chômage 20 000 travailleurs. Citroën annonce 4 jours chômés entre Noël et le jour de l'An. Renault prévoit aussi pour novembre des jours chômés à Billancourt. Peugeot annonce des mesures similaires.

Ces chiffres révèlent une expansion du chômage partiel alors qu'il ne concernait en 1973 que 15081 travailleurs en moyenne par mois. On observe pour le premier semestre 1974 une moyenne mensuelle de 46615 travailleurs concernés soit 3 fois plus.

EN REGIME CAPITALISTE, LA MACHINE CHASSE L'OUVRIER

Dans ses discours pour expliquer la cause du chômage, dans la presse, à la radio, à la télé, la bourgeoisie le présente comme un «phénomène social», regrettable en soi, dû à quelque mauvaise fatalité ou à la «société moderne». En fait, nous allons le voir, la «fatalité» n'a pas grand chose à voir en l'affaire; et la modernisation n'a rapport avec le chômage que parce que c'est une modernisation capitaliste.

LES CONSEQUENCES DE LA MODERNISATION CAPITALISTE SUR L'EMPLOI

Soumis à la concurrence, tenaillé par la soif du profit maximum, le capitaliste est obligé, sous peine de faillite, de moderniser son entreprise afin d'être plus compétitif, et d'élargir sa production. En achetant des machines plus perfectionnées, c'est à dire en fait automatisées, le capitaliste cherche à abaisser ses coûts de production en obtenant une productivité plus forte que ses concurrents de la même branche; l'introduction de ces machines modernes signifie pour les travailleurs un travail plus intensifié, plus abrutissant, plus parcellaire... Par exemple, dans la sidérurgie, l'augmentation de la productivité et de l'intensification du travail a pour conséquence que les travailleurs produisent aujourd'hui le même tonnage d'acier que 12 auparavant en Lorraine. Ainsi diminue-t-il ses coûts de production, ainsi accroît-il ses profits (provisoirement jusqu'à ce que ses concurrents introduisent à leur tour la modernisation). Ce processus s'accompagne inévitablement d'un élargissement de la production, l'amortissement des nouvelles machines exige cet élargissement, mais ce processus n'est naturellement pas sans conséquence sur l'emploi!

Un certain nombre d'emplois peuvent être créés par l'élargissement

de la production capitaliste. Mais dans ce cas, l'accroissement du nombre d'emplois est plus faible que l'accroissement de la production. En effet, le processus de production requiert une proportion de moins en moins grande de capital pour payer les ouvriers en rapport à l'ensemble du capital investi; en clair, le rapport salaires versés capital investi est donc plus faible. (Cela a été le cas jusqu'à ces dernières années dans l'industrie automobile).

- Ou bien, la production élargie ne crée aucun emploi (cas de l'industrie alimentaire) voire même en surprime (sidérurgie).

En effet, la production en régime capitaliste ne peut se développer de manière illimitée, de manière à garantir l'emploi de tous, dans la mesure où les travailleurs ont de moins en moins la possibilité d'acheter les produits qu'ils fabriquent. Tel n'est d'ailleurs pas le but des capitalistes. Leur souci n'est pas d'utiliser la modernisation pour accroître la production et satisfaire les besoins croissants des masses populaires, mais uniquement pour augmenter leurs profits, en réalisant des économies de salaire, en accroissant les charges de travail, et en maintenant la durée du travail.

Dans une France socialiste, bien entendu, la productivité sera augmentée, le temps de travail pour fournir chaque objet sera réduit. Mais cela n'entraînera pas le chômage. Parce que l'élargissement de la production ne sera plus déterminé par la volonté des capitalistes d'être plus concurrentiels pour couler leurs concurrents, mais par la satisfaction de mieux en mieux réalisée des besoins croissants des masses populaires.

En réglant le degré respectif d'élargissement de la production dans les différentes branches sur les besoins réels des masses, la planification de la France socialiste supprimera l'anarchie

de la production avec ses conséquences sur l'insécurité de l'emploi (ex: la construction démesurée de bureaux et de logements de luxe qui trouvent difficilement preneurs, alors que des millions de gens vivent dans des taudis).

L'augmentation de la productivité ne s'accompagnera plus dans la France socialiste d'une dégradation des conditions de travail mais au contraire d'une amélioration progressive puisque dans un système où le but de la production est la satisfaction des besoins du peuple, une part de l'élargissement de la production sera consacrée au progrès de la sécurité (ex: la machine réclamée par les hauts-fourneaux d'USINOR), à la mise au point des moyens techniques répondant à une organisation du travail qui diminue son intensité et permette de développer la qualification de l'ouvrier. La modernisation ne sera plus synonyme de suppressions d'emplois pour effectuer une même tâche ou une tâche plus lourde, comme cela se passe aujourd'hui.

Le procédé décrit de modernisation du Capital s'accompagne d'un processus de fusion des capitaux qui n'est en fait qu'un moyen de réaliser le premier sur une plus grande échelle. Avec la concurrence, le grand capital ruine et absorbe les petites et moyennes entreprises moins importantes, qui ne résistent pas à la compétition. En absorbant à vil prix les entreprises d'un concurrent ruiné, ou en les liant à la sienne d'une manière ou d'une autre (par exemple par la sous-traitance), en même temps qu'il accapare de nouveaux marchés, le gros fabricant augmente les capitaux qu'il détient, peut les répartir de manière différente, liquider des secteurs qu'il n'estime pas rentables, introduire sur une plus grande échelle des procédés modernes de fabrication.

Dans ce processus de restructuration, l'Etat, représentant des intérêts capitalistes, joue d'ailleurs un rôle croissant, que ce soit en prélevant des fonds publics, des milliards pour aider les de Wendel et autres à «redéployer» leur industrie que ce soit en pratiquant une politique de restriction de crédit,

comme en ce moment, pour éliminer les petites et moyennes entreprises. L'Etat capitaliste joue aussi ce rôle en redonnant au privé des secteurs qu'il a financé directement pour leur permettre de relever le niveau de leurs profits. Ces restructurations jettent sur le pavé de nombreux travailleurs. Ce sont d'abord les travailleurs des petites entreprises qui ne résistent pas à la concurrence des trusts, et que les trusts ne jugent pas rentable d'absorber. Mais même lorsqu'elles sont absorbées, la mise en place de nouvelles méthodes de travail en élimine encore un grand nombre.

Pour les travailleurs des entreprises sous-traitantes, les perspectives ne sont guère plus réjouissantes. Lorsque la conjoncture est bonne, ils subissent des conditions de travail tout aussi dures que les travailleurs du groupe auquel leur entreprise est liée. Lorsque la conjoncture est mauvaise, ils sont les premiers à en subir les conséquences, en particulier le chômage.

Il ne reste plus aux travailleurs que ces restructurations jettent sur le pavé à se reconverter dans une autre branche d'industrie s'ils ne veulent pas rester chômeurs toute leur vie. Cela est d'ailleurs rendu possible par le développement dans les usines de l'automatisation.

A BAS LE CHOMAGE ! A BAS LE CAPITALISME !

Ainsi, en régime capitaliste, au fur et à mesure qu'augmente la richesse sociale, une partie de la classe ouvrière est vouée à un travail toujours plus dur et excessif, tandis que l'autre partie est condamnée au chômage forcé. En brisant la domination de la bourgeoisie et en instaurant le pouvoir des ouvriers et des paysans, la classe ouvrière détruira du même coup la racine même du chômage.

MARSEILLE: 1000 manifestants contre les licenciements

Une grande manifestation pour la défense de l'emploi dans la région marseillaise a réuni, le mercredi 30, 10.000 personnes sur la Canebière pendant 2 heures. Dans cette manifestation un millier d'employés des PTT, un important cortège de travailleurs de Titan Coder précédé d'un semi-remorque entouré des banderoles contenant leurs mots d'ordre, des ouvriers des entreprises de la vallée de l'Huveaune et des milliers de travailleurs des entreprises de toute la région ont montré leur volonté de ne pas accepter la dégradation de l'emploi.

Le PCR (ml) est apparu avec une banderole contenant les mots d'ordre suivants:

- Soutenons la lutte des travailleurs de Titan Coder

- Pas un seul licenciement

- Non au démantèlement

et en lançant les mots d'ordre:

«Non aux licenciements», «A la bourgeoisie de payer la crise», «Une seule solution, la révolution». Ce dernier mot d'ordre a été repris dans la manifestation.

Carr. Marseille.

à bas le néo-colonialisme français !

A la veille du voyage de Giscard aux Antilles où il se rend pour rencontrer le chef de file US Ford, en «territoire français», l'impérialisme français s'est signalé dans plusieurs actes de répression contre les peuples de ces colonies qui réclament l'indépendance. C'est cela la paix française dont parle Olivier Stirn.

● Déjà, dans les soit disant DOM, en Guyane, pendant le voyage de Stirn, secrétaire d'état aux colonies, au mois d'août, une manifestation autour de la préfecture a été réprimée au moyen de grenades à limaille faisant de nombreux blessés.

● Dans les soit disant TOM, en Nouvelle Calédonie, 14 jeunes ont été condamnés à des peines de prison allant jusqu'à 6 mois. Ils avaient soit participé le 24 septembre, jour du défilé commémorant le rattachement de la Nouvelle Calédonie à la France, à une courte manifestation pour l'indépendance, soit manifesté dans la salle du procès fait aux manifestants arrêtés, le lendemain. Rappelons les assassinats et les tortures en Martinique et à la Guadeloupe, le quadrillage militaire à Djibouti: face à la volonté d'indépendance des peuples, l'impérialisme français ne recule devant aucun moyen pour réprimer les masses, même s'il utilise des valets locaux pour cautionner sa politique dans ces colonies.

INDEPENDANCE REELLE POUR LES COMORES

La chambre des députés français vient d'adopter le principe d'un référendum sur l'indépendance dans le prétendue «Territoire d'Outre-Mer» des Comores; c'est une manœuvre tramée par l'impérialisme français et ses fantoches dont le chef de file est Ahmed ABDALLAH, chef du «gouvernement» des Comores, député à l'Assemblée Française. A la suite d'un important mouvement de masse en 1972, des négociations s'étaient ouvertes entre le gouvernement français et le gouvernement fantoche des Comores. L'impérialisme français veut faire dévier la volonté d'indépendance du peuple comorien en utilisant à fond son fantoche Abdallah; il prend les devants en octroyant une pseudo-indépendance.

Cette «indépendance» ne mettra pas fin au pillage perpétré pendant plus d'un siècle par l'impérialisme français. Les Comores sont vouées à la monoculture industrielle le coprah qui entre dans la fabrication des savons, mais surtout la vanille dont les îles sont le premier producteur mondial, et les essences nécessaires aux industries du parfum qui assurent 90% des besoins français; par contre elles doivent tout importer des produits nécessaires à la consommation populaire, comme le riz dont Abdallah est un des principaux importateurs.

Des «accords de coopération» régissent les rapports entre la France et les Comores. Deux ans auparavant, le peuple malgache, voisin des Comores, se soulevait sous le mot d'ordre «accords de coopération - accords d'esclaves». Perpétuer le pillage par de tels accords, tel est le but de l'impérialisme.

«La nécessité de cette coopération, dit Stirn secrétaire d'Etat aux colonies, passe par une entente étroite, loyale et confiante avec les responsables des Comores, qui ont toujours fait confiance à la France.» Il est prévu que le président du «gouvernement» des Comores et les autorités en place, Abdallah et le «gouvernement» fantoche, assureraient l'exercice du pouvoir d'Etat. L'impérialisme français qui a réprimé et réprime avec une brutalité sans limites les peuples opprimés qui exigent leur indépendance, en Indochine, en Algérie et plus récemment Djibouti, accorde une grande confiance à Abdallah pour écraser les «extrémistes», c'est à dire le peuple comorien qui veut son indépendance réelle.

Abdallah couvre la présence des forces militaires d'occupation par la pseudo-indépendance. Les Comores auront besoin pendant longtemps de l'aide militaire française pour défendre leur «indépendance», prétend Stirn. En conséquence, les 200 légionnaires stationnés à Mayotte y resteront, peut-être même seront-ils renforcés, tandis que les forces armées policières ou militaires des Comores sont encadrées par des cadres issus de l'armée française et dépendent de la France en tout: armement, entraînement, etc... L'indépendance à la mode Abdallah est une arme de guerre contre le peuple Comorien.

L'impérialisme français a tenté de masquer la nature de cette pseudo-indépendance en menant grand bruit sur le problème de Mayotte, dont un mouvement, animé par des fantoches réclamerait

la «départementalisation». Ce mouvement mahonais, manipulé par l'impérialisme, est un moyen de pression à l'égard d'Abdallah, mais c'est surtout une ignoble manœuvre de division du peuple comorien, pour dresser les Comoriens les uns contre les autres et retarder la lutte pour une indépendance réelle.

S'il veut défendre ses intérêts coloniaux, l'impérialisme français veut également s'assurer une base stratégique. Il veut installer à Ozaoudzi, la capitale de Mayotte, l'une des îles des Comores, une importante base navale. C'est un vieux projet de 1962 qui a pris ces dernières années une nouvelle importance. A la suite du soulèvement du peuple malgache, la base de Diégo Suarez a dû être abandonnée et transférée à la Réunion. L'impérialisme français n'avait plus de présence militaire dans le canal du Mozambique, à l'heure où la libération des peuples des colonies portugaises menace le contrôle par l'impérialisme de l'Afrique australe au sous-sol particulièrement riche.

Le peuple des Comores a toujours lutté contre l'impérialisme français pour l'indépendance. Il ne se laissera pas détourner de son objectif, une indépendance réelle, par les manœuvres de ses ennemis. En faisant une confiance totale à Abdallah, l'impérialisme français le désigne comme son agent, l'ennemi du peuple comorien. Le peuple comorien suivra la voie du peuple malgache. Il profitera de l'indépendance formelle pour éliminer les fantoches.

Le 6 novembre sort à Paris, au cinéma 14 juillet, un film organisé du point de vue du Front Populaire pour la Libération d'Oman et du Golfe Arabe: L'heure de la Libération a sonné.

La lutte armée déclenchée au Dhofar (province méridionale du sultanat d'Oman) depuis le 9 juin 1965, n'est pas importante seulement par les coups qu'elle porte aux intérêts économiques des impérialistes (principalement américains et anglais) dans le Golfe Arabe (du point de vue des impérialistes l'intérêt de la région réside dans le contenu de son sol: 60% des réserves de pétrole mondial, pays révisionnistes mis à part). Elle est importante également par l'exemple qu'elle donne aux peuples du monde, et particulièrement au peuple arabe, d'une guerre populaire prolongée qui a déjà réussi, contre toutes les manœuvres des impérialistes et de leurs laquais, à libérer des régions - et à organiser une vie nouvelle, révolutionnaire, dans les régions libérées. La lutte armée engagée par le peuple dhofari est le premier exemple, dans le monde arabe, d'une guerre populaire menée «à la vietnamienne».

L'heure de la libération a sonné donne un reflet actif de la guerre du peuple dhofari, un reflet qui nous permet de la comprendre et de nous enthousiasmer pour elle. C'est pourquoi nous devons aller voir ce film et soutenir sa diffusion.

La diffusion de ce film intervient au moment où les impérialistes, par l'intermédiaire de leur principal laquais dans la région, le Shah d'Iran, réaffirment leur volonté de liquider la lutte armée du peuple dhofari (l'Iran a déjà expédié 11000 hommes, sur-entraînés et sur-équipés). Raison de plus pour qu'une solidarité anti-impérialiste s'exerce autour de cette lutte et autour de ce film.

dhofar: à propos du film:

L'heure de la libération a sonné ou la guerre du peuple est invincible

nous passons ci-dessous des extraits d'une interview inédite qu'a donné l'auteur du film, Heini SROUR

LE ROLE DU FRONT DANS L'ELABORATION DU FILM

C'est un long travail d'enquête, la vie avec le peuple et l'armée et la discussion du projet avec le Front qui ont permis au film d'être réalisé. C'est avec le Front qu'ont été discutées les images qu'il fallait donner des réalisations sociales au Dhofar. Après repérage, le programme de tournage était soumis au Front. C'est lui qui a suggéré par exemple la séquence de la construction de la citerne et les meetings où les femmes discutent de leur oppression spécifique. Lorsque les séquences tournées leur étaient soumises ils critiquaient et nous amenaient à modifier toujours en fonction du monde arabe auquel s'adressait le film.

... Par exemple, une phrase disait «une des plus importantes réalisations du Front réside dans la libération de la femme». Mais le Front m'a répondu que les femmes étant opprimées depuis des millénaires, c'était du triomphalisme de dire maintenant qu'elles étaient libérées en quelques années. Il faudra encore plusieurs années pour qu'elles le soient. Par contre, on peut dire que ce qui est une grande victoire du Front, c'est sa position juste sur la libération de la femme.

La séquence de la construction de la citerne a été filmée à la suite d'une suggestion du Front. Elle est très importante parce que le problème de l'eau est capital dans les pays du Golfe. Faire construire une citerne fait partie des victoires du Front dans la lutte idéologique contre les traditions nomades des Dhofaris qui méprisaient les travaux de ce genre. Dans cette séquence l'unité Armée, Milice, Peuple est montrée concrètement à l'œuvre dans la construction de la citerne.

STRATEGIE DE LA GUERRE DU PEUPLE AU DHOFAR

Le Front a opté pour la stratégie de la guerre du peuple comme seule stratégie possible pour mettre l'impérialisme en échec. «L'idéologie guide le fusil» qui termine le bilan des Réalisations du Front montre clairement qu'il s'agit d'une révolution comme lutte armée organisée, de longue haleine, et armée d'une idéologie conséquente, «pas par la violence spontanée, par la violence révolutionnaire organisée». Tout le film est organisé en fonction

de la conjoncture actuelle dans le monde arabe et surtout au Moyen Orient. Il martèle les principes de la guerre du peuple qui inspirent le Front de façon à permettre aux autres peuples arabes en lutte d'en tirer les leçons.

Le peuple dhofari est un peuple de nomades qui avait des habitudes de consommation plutôt que de production. Il vivait en faisant paître des troupeaux qu'il troquait à la ville contre des produits de consommation. C'est pourquoi dans le film le Front tient un meeting pour convaincre les gens de cultiver la terre. C'est par le travail idéologique qu'ils ont fait progresser le peuple en quelques années. Avant la révolution il y avait par exemple la caste des pêcheurs qui étaient considérés comme les parias de la tribu parce que la pêche était une activité méprisée. Maintenant le Front est arrivé à ce que les membres de l'armée populaire pêchent. De même pour la construction des routes, des citernes etc. Mais il est plus facile de convaincre le peuple de prendre le fusil que de cultiver la terre et de construire. C'est pourquoi il y a ce refrain, qui revient souvent dans la zone libérée, dans lequel il est dit que tout travail militaire ou économique est utile à la Révolution.

LA PLACE DES FEMMES DANS LA REVOLUTION

Au niveau du montage, la séquence sur la libération de la femme a été la plus difficile à organiser. Parce que c'est dans le monde arabe que la femme a la condition la plus dure et que c'est une région où les révolutionnaires voient le moins que c'est un problème crucial qu'il faut traiter avec acharnement.

La séquence sur la libération des femmes est donc montée en direction des éléments les plus réfractaires. C'est pourquoi dans cette séquence où les femmes disent trois fois leur oppression, j'ai pris soin d'alterner la voix d'une combattante et la voix d'un combattant. Et l'homme dit: «Ce n'est pas seulement l'impérialisme, c'est l'homme aussi qui opprime les femmes.» J'ai pris soin aussi de faire dire les choses les plus militantes par les femmes. C'est une jeune combattante qui dit: «je ne veux pas me battre pour libérer le Dhofar seulement, je veux me battre pour libérer tout le Golfe Arabe». J'ai choisi une femme pour le dire pour que l'homme en soit le plus frappé possible.

D'autre part la femme ne parle pas de sa libération en s'opposant à l'homme. Elle dit «c'est mon mari qui m'a amenée ici pour que je comprenne mes droits». J'ai montré l'homme et la femme luttant ensemble contre l'impérialisme. Et les accusations les plus dures contre l'homme je les ai fait prononcer par l'homme. C'est un homme qui dit qu'une révolution a réussi lorsqu'elle a atteint les femmes. C'est un enjeu extrêmement important car les hommes qui cloîtent les femmes enlèvent effectivement la moitié de ses forces à la lutte anti-impérialistes. La séquence se termine sur l'entraînement militaire des hommes et des femmes ensemble. La libération des femmes est ainsi située dans le contexte global de la libération de toute la société. Le Front dit «Pas de libération de la société sans libération de la femme et pas de libération de la femme sans libération de la société.»

L'EDUCATION DES ENFANTS

La lutte du Front pour la libération des femmes passe par la lutte contre les traditions qui les empêchaient de prendre les armes comme les hommes, par la lutte contre les coutumes, par exemple, avant la Révolution, les femmes n'avaient pas le droit d'égorger les bêtes et si les hommes étaient partis combattre et qu'elles ne trouvaient personne pour les égorger elles devaient mourir à côté de leur troupeau. On peut voir maintenant les femmes se disputer à qui égorgera fièrement les animaux pour la nourriture. La lutte repose aussi sur l'éducation des enfants, question cruciale pour que cette libération soit effective. Les enfants reçoivent une éducation communautaire sans que soient séparés garçons et filles, elle est conçue pour leur apprendre à subvenir eux-mêmes à leurs besoins et décharger ainsi les femmes du travail qui les clouait à la maison. Toute leur éducation est extrêmement pratique. Ils apprennent à faire la cuisine et la vaisselle mais aussi du secourisme, tâche dans laquelle ils jouent un grand rôle. Ils apprennent l'anglais qui leur permet entre autre de déchiffrer les indications des médicaments que reçoit le Front. Ils sont entraînés au maniement des armes. Les enfants au Dhofar apprennent très vite parce qu'ils voient immédiatement l'utilisation pratique de ce qu'on leur apprend.

Comités Indochine Palestine



OMAN - GOLFE ARABE
LA GUERRE DU PEUPLE
M. VATERSON

Dossier Moyen-Orient n°1

Sur la guerre populaire au Dhofar, vient de paraître une brochure des CIP «Oman-Golfe Arabe, la guerre du peuple vaincra» (qui contient une brève analyse de la lutte, le communiqué politique du 2e congrès du FPLOGA et le plan de travail national du Front Populaire pour la Libération d'Oman). Pour une étude concrète et détaillée des rapports qui unissent l'organisation de la guerre populaire à l'organisation spécifique du film L'heure de la libération a sonné, on se reportera au numéro 19-20 de la revue Cinéthique (à paraître).

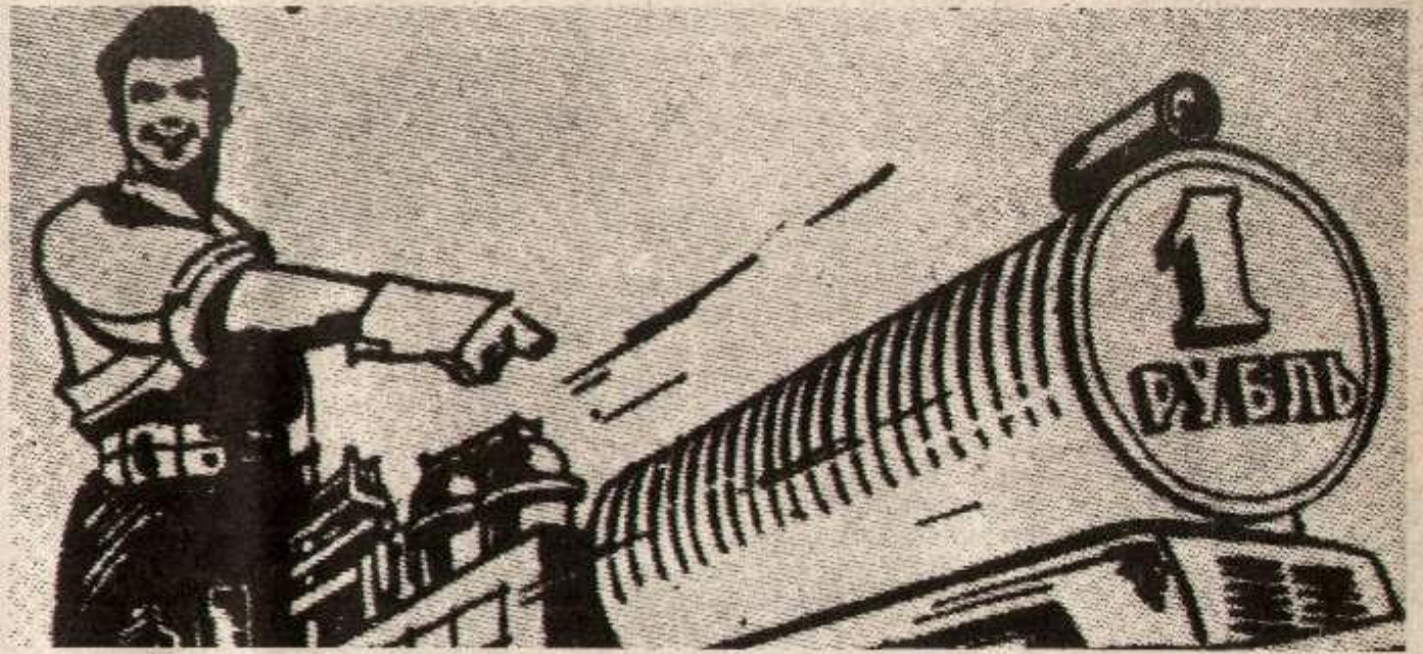
EN URSS, REDEVENUE CAPITALISTE, LES TRAVAILLEURS SONT AUSSI VICTIMES DE LA CRISE

« Il n'y a pas de crise dans les pays socialistes (lisez révisionnistes), affirme MARCHAIS à Albertville, ces pays ne connaissent pas la flambée des prix, ni le chômage, ni l'insécurité sous toutes ses formes, ils font face sans secours aux problèmes de l'énergie... La clique de Marchais couvre ainsi d'éloges les nouveaux pays capitalistes de l'Est, espérant les présenter comme une expérience socialiste aux travailleurs. Les faits démentent ces affirmations. LA « CRISE DE L'ENERGIE » DANS LES PAYS REVISIONNISTES

A la fin de l'année 1973, la Pologne augmentait les tarifs des transports de 75%, à cause du renchérissement des matières premières sur le marché mondial : 80% du fuel polonais est fourni par l'URSS. En Mars 74, le président tchèque de l'office des prix annonçait le doublement des prix de l'essence, en précisant que son pays était à l'abri de la « crise de l'énergie » parce que l'Union Soviétique assumait 90% de ses besoins en carburant. La Pologne et la Tchécoslovaquie dépendent, pour leur fourniture en pétrole, de l'URSS, qui a annoncé qu'elle serait contrainte d'augmenter les prix des produits pétroliers en 1976. Les bourgeoisies révisionnistes ont anticipé la hausse. Pour les convaincre d'accepter une hausse, l'Union Soviétique exerce une pression, en ne livrant pas les quotas, en refusant d'acheter les quantités prévues de marchandises en provenance du COMECON. Comme les groupes monopolistes du cartel, la bourgeoisie soviétique veut mettre à profit la hausse des prix du pétrole pour empocher de plus gros bénéfices grâce à son monopole sur le commerce des produits pétroliers dans le COMECON. Ce monopole lui permet d'exiger des prix très élevés des pays révisionnistes. Ainsi, de 1960 à 1970, l'Union Soviétique a livré 100 millions de tonnes de brut pour une somme totale de un milliard 700 millions de roubles à quatre pays du COMECON. Dans le même temps, elle en a livré la même quantité (100 millions de tonnes) pour une somme inférieure à la moitié, 850 millions de roubles, aux pays d'Europe capitaliste. Prix de monopole, chantage, hausse brutale des prix, sont les effets de la domination social-impérialiste dans le domaine du pétrole. Les chantres révisionnistes prétendent qu'il s'agit des « retombées » de la crise du marché mondial. En fait, il s'agit de la même « crise » que dans les pays impérialistes. L'Union Soviétique, espérant réaliser des profits élevés en exploitant de concert avec le cartel le pétrole du Moyen Orient, a multiplié par 150 ses importations de pétrole venant de cette région. Dans le même temps elle a réduit l'exploitation de ses propres ressources, ainsi le plan d'extraction de

pétrole de Géorgie n'a été atteint qu'à 80%. La production prévue pour 1973 est inférieure à celle de 1966. La hausse des prix du pétrole décidée par les pays producteurs a touché l'URSS au même titre que les pays impérialistes, parce qu'elle mène la même politique : une politique de pillage qui se heurte aujourd'hui à la ferme volonté des pays producteurs de faire payer leurs ressources à un juste prix. Les pays révisionnistes sont touchés parce que l'URSS entend les faire payer, et au-delà, les hausses des prix du pétrole.

UNE AGRICULTURE CAPITALISTE
La politique de pillage et de rapine menée par l'URSS dans le monde s'accompagne, en URSS même, de la misère pour les masses. En présentant le bilan du quinquennat 1966-1970, Brejnev disait en 1970 : « La production céréalière ne donne pas satisfaction... il y a très peu de légumes et de fruits... la demande de la population en viande est loin d'être satisfaite ». En somme, la production agricole était en deça des besoins des masses. Est-ce que la situation s'est modifiée depuis ? Non. Par exemple les céréales n'ont cessé de manquer en Union Soviétique qui en achète des quantités très importantes aux Etats-Unis. Dans certaines républiques comme la Géorgie, les céréales stagnent ou même régressent par rapport au niveau d'il y a 20 ans : en 1950 la Géorgie produisait 796.000 tonnes de grains, elle n'en livre plus que 780.000. Pourquoi y a-t-il une crise permanente dans l'agriculture ? Le secteur privé représente plus de la moitié des revenus à la campagne. La production privée est prévue dans le plan au même titre que la production des kolkhozes : elle est considérée comme complémentaire de la production collective. En effet, elle fournit 65% des pommes de terre, 38% des légumes, 35% de la viande, etc... Tout un trafic est organisé par les responsables des kolkhozes pour empocher le maximum de roubles. Il conduit au développement du secteur privé. Par exemple les kolkhozes achètent aux producteurs privés des animaux de boucherie pour les livrer à l'Etat et ainsi réaliser et dépasser les plans. Lorsqu'un kolkhoze dépasse le plan, il touche un prix pour ses produits, supérieur de moitié du prix normal. Les dirigeants des kolkhozes empochent ainsi une somme coquette. Les producteurs y trouvent leur compte car ils peuvent élever plus de têtes de bétail, étant certains de les écouler à bon prix. Ce système, à lui seul, assure 10% de la livraison des kolkhozes à l'Etat. Il constitue un véritable retour en arrière, à l'agriculture capitaliste. Ce qui intéresse les dirigeants du plan pour satisfaire les besoins de la population



affiche soviétique : l'idéologie capitaliste dans la propagande des révisionnistes soviétiques

soviétique, c'est la quantité de roubles qu'ils peuvent empocher grâce à la vente de leurs produits.

UNE NOUVELLE BOURGEOISIE

Ce n'est pas seulement dans l'agriculture que le profit dirige tout. C'est également dans l'industrie. Les diverses réformes mises en place par Khrouchtchev puis Brejnev ont complètement exclu la classe ouvrière de la gestion des entreprises. Les dirigeants d'usines ont le droit de licencier et d'embaucher, recherchent eux-mêmes leurs sources de matières premières et leurs débouchés. Ils s'enrichissent aux dépens de la classe ouvrière. Par exemple les primes accordées par l'Etat à l'entreprise en fonction des bénéfices réalisés par celle-ci sont empochées à 80-85% par les directeurs. La nouvelle bourgeoisie, préoccupée uniquement du profit, est responsable de l'anarchie de la production en Union Soviétique. Les plans ne sont pas respectés, non seulement il y a fiasco dans l'agriculture, mais pour tous les produits de consommation courante, en principe prioritaires dans le plan, la production est inférieure aux besoins. Le rythme d'augmentation de la production des produits de consommation courante populaire initialement prévu à 11% dans le plan 1971-1975 a été révisé en baisse dès les premières années pour être ramené à l'objectif d'une augmentation de 4,5%. Les plans élaborés par la nouvelle bourgeoisie soviétique sont dans les faits un tissu de promesses démagogiques qui servent à masquer l'exploitation de la classe ouvrière dans les républiques d'URSS. Comme excuses, Brejnev avance que les « dépenses engagées au titre de nos forces armées et des armements sont un fardeau énorme pour notre budget de notre économie nationale ». Chacun sait ce que cela signifie ! Les troupes soviétiques massées en Europe, occupant les pays de l'Est européen, celles massées sur la frontière chinoise, la flotte soviétique en Méditerranée, dans l'Océan Indien, la multiplication des missiles nucléaires, tous les moyens mis en œuvre pour disputer l'hégémonie à l'impérialisme US ; le prix de la politique social-impérialiste, c'est pour les masses soviétiques la misère et la stagnation. Aujourd'hui, les retombées de la crise impérialiste sont accusées de toute la responsabilité des « difficultés » qu'affrontent les pays révisionnistes. Les « difficultés » sont d'abord liées à

la restauration du capitalisme en Union Soviétique, mais elles sont également liées aux effets de la crise mondiale, car la bourgeoisie social-impérialiste dépend de plus en plus du marché mondial pour réaliser ses profits. La dette extérieure de l'Union Soviétique a été multipliée par 16 entre 1963 et 1972 : de 570 millions de dollars elle est passée à 8 milliards 500 millions ; depuis les accords de Moscou de 1973, les banques américaines ont consenti des prêts de 635 millions de dollars pour l'achat d'équipements industriels, et de 750 millions de dollars à court terme pour les achats de blé US. L'accroissement des dettes correspond à une imbrication de plus en plus étroite entre la bourgeoisie social-impérialiste et les trusts mondiaux : ainsi Renault et Fiat se sont installés en URSS. Cette étroite imbrication entre révisionnistes soviétiques et trusts mondiaux est la cause des soi-disant « retombées » de la crise. La bourgeoisie social-impérialiste subit la même crise que les autres pays impérialistes, elle veut la faire payer de la même façon aux travailleurs.

L'INSECURITE SOUS TOUTES SES FORMES POUR LES TRAVAILLEURS.

Pour les travailleurs, les conséquences de la restauration du capitalisme sont multiples ; leurs conditions de vie et de travail ressemblent à celles que connaissent les ouvriers français. La hausse des prix, importante depuis l'accession de Khrouchtchev au pouvoir, s'est poursuivie sous Brejnev. Même lorsque les prix restent officiellement « stables », ceux qui ne peuvent s'approvisionner suffisamment au marché officiel doivent passer par le marché « libre » des producteurs privés, ou le marché noir où les prix sont « libres », c'est à dire très élevés, ce qui, correspondait, pour les masses, à une « flambée des prix ». Le marché noir est tellement ancré dans le système des nouveaux tsars du Kremlin, qu'en 1972, à la suite d'une très mauvaise récolte, eurent lieu des vols massifs de pain pour les revendre au plus haut prix. En 1972, près d'un ouvrier sur 5 a changé de travail. Dans certaines républiques, la proportion est encore plus élevée : 1 sur 4 en Géorgie, 1 sur 2 en Abkhazie. Les ouvriers changent de travail pour deux raisons. Les licenciements d'abord, que les directeurs d'entreprises ont le droit de prononcer quand ils le veulent. Les mauvaises conditions de travail

ensuite, les bas salaires, le manque de logements poussent 4 ouvriers sur 5, parmi ceux qui changent « volontairement » de travail, à quitter leur entreprise : parce que ils en ont assez de l'oppression des directeurs d'entreprises. Parce que la force de travail est redevenue une marchandise, ils sont contraints de se déplacer souvent.

L'exode rural est également un phénomène massif en Union Soviétique. Entre 1959 et 1970, plus de 16 millions de ruraux ont quitté la campagne, parmi eux les ouvriers agricoles sont très nombreux : 10% des conducteurs de tracteurs et de moissonneuses-batteuses des fermes collectives (kolkhozes) et 20% dans les fermes d'Etat (sovkhozes) ont quitté leur travail. En 1972-73, 3 millions de conducteurs de machines agricoles ont été formés, mais 2,5 millions d'entre eux ont abandonné les champs après une courte période. Les ouvriers agricoles, particulièrement les jeunes, sont obligés de quitter la campagne pour chercher leur gagne pain en ville. Licenciements, mobilité des ouvriers, exode rural, ces aspects les plus odieux du capitalisme, qui considère l'ouvrier comme une simple marchandise, sont aussi la condition des ouvriers soviétiques.

La classe ouvrière d'Union Soviétique a déjà mené de nombreuses grèves contre l'oppression des directeurs d'entreprises. Ces mouvements de révolte ont des racines profondes. L'absentéisme et la grève perlée sont extrêmement répandus. Cinquante neuf millions de journées de travail ont été ainsi « perdues » en 1973 en Union Soviétique. En Géorgie, pour 5 millions d'habitants, 4 millions de journées de travail ont été « perdues », malgré une répression féroce. Dans les usines, des « sections de loi » ont été mises en place, et des commissions de discipline. Les salaires des « absents » sont amputés, les primes supprimées, des travailleurs licenciés. Pourtant le mouvement s'amplifie.

La classe ouvrière d'Union Soviétique, celle des différents pays révisionnistes veut s'affranchir du joug de la nouvelle bourgeoisie. Les mensonges de G. MARCHAIS n'y pourront rien changer : les ouvriers et paysans français aspirent à la révolution et soutiennent leurs frères de classe qui sauront restaurer le socialisme, en Union Soviétique et dans les autres pays révisionnistes.

Grégoire CARRAT.

M. Fitermann n'a pas honte

Au 21ème congrès du P.C.U.F., Charles Fitermann a invité les révisionnistes à ne pas avoir honte de faire de la publicité pour les pays de l'Est, qui, selon lui ne connaissent pas de crise!

Il faut n'avoir honte de rien pour faire l'éloge de la Pologne, par exemple, où des travailleurs de Gdansk ont été massacrés par l'armée d'un Etat « socialiste »! Honte de rien pour vanter des partis qui ont livré leur peuple et leur pays au pillage du social impérialisme soviétique, tout en laissant les trusts américains investir

des secteurs de l'économie! Honte de rien encore pour oser sortir une page entière sur la Tchécoslovaquie dans « l'Humanité » sans un mot sur l'invasion de l'armée soviétique et l'occupation d'un pays « allié ». Si l'on s'étale complaisamment sur l'aide de l'Etat à ceux qui veulent acheter un appartement, sur le nombre de maisons de campagne privées, la participation des masses à la vie politique dans les pays révisionnistes, quant à elle, est reléguée par les rédacteurs de l'Humanité, et pour cause, au magasin des accessoires.

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal	1 an	60 F
	3 mois	15 F
pli fermé	1 an	120 F

pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Profession _____

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18